

6 Les étudiants

6.1	Les effectifs du supérieur : évolution	164
6.2	Les effectifs du supérieur par académie	166
6.3	Les effectifs dans les formations scientifiques	168
6.4	Les étudiants des universités en 2007-2008	170
6.5	La population universitaire par département et académie	172
6.6	Les universités : disciplines, cursus, âge et sexe	174
6.7	Les IUT par spécialité : évolution	176
6.8	Les étudiants des filières d'ingénieurs	178
6.9	Les écoles de commerce, gestion et vente	180
6.10	Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	182
6.11	Les sections de techniciens supérieurs (STS)	184
6.12	Les sections de techniciens supérieurs (STS) par spécialité	186
6.13	Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	188
6.14	L'origine socioprofessionnelle des étudiants français	190
6.15	Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur	192
6.16	Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur par nationalité	194
6.17	Les étudiants étrangers dans les universités	196
6.18	Les flux de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur	198
6.19	L'évolution des taux d'inscription dans l'enseignement supérieur	200
6.20	Provenance et devenir un an après des entrants en première année de l'enseignement supérieur universitaire	202
6.21	L'accès à la licence des bacheliers 2002	204

Présentation

À la rentrée 2007, 2 228 000 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les DOM. De 2000 à 2005, le nombre d'étudiants avait fortement augmenté (+ 1,1 % en moyenne annuelle). Cette croissance s'expliquait principalement par celle des étrangers qui constituaient les trois quarts des hausses d'effectifs. La tendance se renverse en 2006, les effectifs diminuent de 1,3 % : on compte 30 000 étudiants en moins cette année-là par rapport à l'année précédente. Les étrangers ne contribuent plus à l'augmentation des effectifs, puisque leur nombre a diminué de 1,0 %. En 2007, le nombre d'étudiants diminue à nouveau (- 26 000, soit - 1,1 %).

La baisse du nombre d'étudiants en 2007 vient principalement des disciplines générales dans les universités. Cette diminution (hors IUT) constatée en 2006 (- 1,8 %) s'accroît (- 2,9 %). Elle contribue pour 1,7 point à la baisse de 1,1 % des effectifs de l'enseignement supérieur. Pourtant, le nombre d'étudiants dans les formations d'ingénieurs universitaires progresse de 1,7 %. Dans les IUT, la hausse amorcée en 2005, après quatre années de baisse, se confirme : le nombre d'étudiants progresse de 2,2 % en 2007.

En 2007, le nombre d'étudiants en STS progresse de 2 500, soit de 1,1 %. Comme ces trois dernières années, les effectifs en CPGE augmentent de manière soutenue (+ 2,5 % en 2007). De 2000 à 2006, les effectifs dans les formations d'ingénieurs ont connu une progression importante. En 2007, ils se stabilisent (- 0,1 %). Le nombre d'étudiants augmente dans le secteur privé (+ 6,4 %), en université de technologie (+ 6,5 %) et dans les écoles publiques du ministère de l'Éducation nationale (+ 8,7 %). Le nombre d'étudiants diminue dans les écoles publiques hors ministère de l'Éducation nationale (- 5,8 % en 2007), après une hausse de 5,5 % en 2006.

Comme pour les formations d'ingénieurs, les écoles de commerce et de gestion ont connu un essor important depuis 1999, même si leurs effectifs ont baissé de 1,2 % en 2006. En 2007, ils progressent de 9,7 %. Cette hausse limite (à hauteur de 0,4 point) la diminution globale des effectifs d'étudiants de l'enseignement supérieur.

Le nombre d'étudiants en IUUFM diminue fortement en 2007 (- 5,5 %). Cette baisse contribue négativement pour 0,2 point à l'évolution totale des effectifs dans l'enseignement supérieur.

→ Pour en savoir plus

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires sociales et de la Culture.

Définitions

■ **Le supérieur.** Depuis 2001-2002, le champ du supérieur a été modifié. Ont été ajoutés :

- les formations d'ingénieurs en partenariat, créées à la rentrée 1991 sous le nom de "nouvelles formations d'ingénieurs (NFI)" ;
- les masters des écoles d'ingénieurs, repérés depuis 1994, qui sont classés au sein de la rubrique "autres écoles et formations" ;
- à partir de 1994, certaines formations diverses post-bac ou post-niveau IV dispensées au sein des lycées et des établissements d'enseignement supérieur privés, qui sont également classées au sein des "autres écoles et formations" ;
- les effectifs des diplômes post-secondaires de niveau IV du secteur social.

Enfin, sur les cinq dernières années, a été effectué un travail de repérage des doubles recensements de certaines formations paramédicales et sociales.

Au total, le changement de définition a augmenté les effectifs de près de 11 000 sur la rentrée 2001.

■ **Universités.** Voir définition en 6.2.

■ **Grands établissements.** Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du Globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Paris IX, l'INP de Grenoble.

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés comprennent les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post-BTS et le DSAA sont désormais classés en "autres écoles et formations".

■ **Formations comptables.** Regroupent le diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) et le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Voir définition en 6.2.

Les effectifs du supérieur : évolution

[1] Évolution du nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (France métropolitaine + DOM)

	1990 1991	2002 2003	2003 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008
Universités	1 159 937	1 392 531	1 425 665	1 424 536	1 421 719	1 399 177	1 363 750
Disciplines générales et de santé	1 085 609	1 277 066	1 311 943	1 312 141	1 309 122	1 285 408	1 247 527
dont : formations d'ingénieurs universitaires (1)	10 545	25 240	24 855	25 759	25 606	25 983	26 414
IUT	74 328	115 465	113 722	112 395	112 597	113 769	116 223
Grands établissements	15 536	16 872	18 655	25 603	25 944	25 776	29 726
IUFM		89 062	85 808	83 622	81 565	74 161	70 100
STS (2)	199 333	235 459	234 195	230 275	230 403	228 329	230 877
Public MEN	108 262	151 085	151 023	149 688	149 849	147 948	147 305
Public autres ministères	9 343	13 556	12 881	12 482	12 202	11 826	11 543
Privé	81 728	70 818	70 291	68 105	68 352	68 555	72 029
CPGE	64 427	72 015	72 053	73 147	74 790	76 160	78 072
Public MEN	52 572	59 431	59 160	60 407	61 938	62 904	64 157
Public autres ministères	1 419	1 694	1 715	1 772	1 708	1 677	1 680
Privé	10 436	10 890	11 178	10 968	11 144	11 579	12 235
Formations comptables non universitaires	5 587	7 682	7 643	7 788	7 499	7 430	7 871
Public MEN	3 951	4 680	4 875	4 909	4 979	4 910	5 151
Privé	1 636	3 002	2 768	2 879	2 520	2 520	2 720
Préparations intégrées	3 965	3 323	3 271	3 309	3 058	3 162	3 835
Université de technologie	3 157	6 603	6 974	6 962	7 375	7 604	7 931
INP	8 250	12 392	12 794	12 514	12 478	12 445	7 743
Formations d'ingénieurs (1)	57 653	102 407	105 007	107 219	108 057	108 846	108 773
Universitaires	10 545	25 240	24 855	25 759	25 606	25 983	26 414
Des UT	1 689	4 075	4 321	4 511	4 838	5 118	5 450
Des INP	5 091	9 252	9 600	9 494	9 532	9 483	5 989
Public MEN	15 461	24 128	22 550	23 525	23 431	22 342	24 290
Public autres ministères	10 865	14 577	17 270	17 178	17 458	18 420	17 357
Privé	14 002	25 135	26 411	26 752	27 192	27 500	29 273
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	46 128	74 680	80 619	83 176	88 437	87 333	95 835
Établissements d'enseignement universitaire privés	19 971	19 644	18 058	19 820	21 306	21 024	22 225
Écoles normales d'instituteurs	16 500	-	-	-	-	-	-
Écoles normales supérieures	2 675	3 044	3 104	3 122	3 191	3 658	3 680
Écoles juridiques et administratives	7 328	11 001	10 858	10 750	10 477	10 425	8 617
Écoles supérieures artistiques et culturelles (3)	41 988	60 366	61 444	62 864	64 598	64 531	61 834
Écoles paramédicales et sociales (4)	74 435	111 191	119 456	124 201	131 654	131 100	131 100
Autres écoles et formations (5)	7 515	28 716	29 322	30 653	30 692	33 255	34 072
France métropolitaine + DOM (6)	1 717 060	2 208 421	2 256 150	2 269 797	2 283 267	2 253 832	2 228 188

(1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. (2) Y compris post-BTS et DSAA en 1990-1991. (3) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication. (4) Données provisoires en 2007-2008 pour les formations paramédicales et sociales, données de 2006-2007 en 2007-2008, estimation pour les données de la santé en 2001-2002. (5) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, autres écoles dépendant d'autres ministères...). (6) Sans double compte des formations d'ingénieurs dépendantes des universités, des INP et des universités de technologie.

[2] Étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur depuis 1960 (France métropolitaine + DOM)

	1960 1961 (2)	1970 1971 (2)	1980 1981	1990 1991	2000 2001	2003 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008
Universités (hors IUT)	214,7	637,0	804,4	1 085,6	1 277,5	1 311,9	1 312,1	1 309,1	1 285,4	1 247,5
Évolution annuelle (en %)					17,7	2,7	0,0	-0,2	-1,8	-2,9
IUT		24,2	53,7	74,3	119,2	113,7	112,4	112,6	113,8	116,2
Évolution annuelle (en %)					60,4	-1,5	-1,2	0,2	1,0	2,2
STS (3)	(1) 8,0	(1) 26,8	67,9	199,3	238,9	234,2	230,3	230,4	228,3	230,9
Évolution annuelle (en %)					19,8	-0,5	-1,7	0,1	-0,9	1,1
CPGE (3)	(1) 21,0	(1) 32,6	40,1	64,4	70,3	72,1	73,1	74,8	76,2	78,1
Évolution annuelle (en %)					9,1	0,1	1,5	2,2	1,8	2,5
Autres établissements et formations	(1) 66,0	(1) 130,0	215	310,7	489,2	563,0	581,6	596,3	590,8	593,3
Évolution annuelle (en %)					57,5	2,9	3,3	2,5	-0,9	0,4
Ensemble	309,7	850,6	1 181,1	1 717,1	2 160,3	2 256,2	2 269,8	2 283,3	2 253,8	2 228,2
Évolution annuelle (en %)					25,8	2,2	0,6	0,6	-1,3	-1,1

(1) Estimation. (2) Données France métropolitaine pour 1960-1961 et 1970-1971. (3) Les effectifs d'étudiants en diplôme d'études comptables et financières ont été comptés en CPGE avant 1990 et avec les autres établissements et formations ensuite.

Présentation

En 2007, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les DOM s'élevé à 2 228 000. Plus du quart (26,3 %) des effectifs se concentre en Île-de-France, dont 13,3 % à Paris. Les principales académies en province sont celles de Lille, Lyon et Toulouse qui accueillent à elles trois 18,7 % des étudiants. Les plus petites académies métropolitaines sont celles de Corse, Limoges et Besançon, qui ne regroupent que 2,6 % des effectifs totaux. En 2007, les effectifs dans l'ensemble de l'enseignement supérieur diminuent de 1,1 % par rapport à 2006. Cette baisse est quasi générale sur le territoire puisqu'elle affecte 22 des 26 académies de métropole. Les plus fortes chutes concernent les académies de Poitiers (- 2,9 %), Nice (- 2,7 %), Toulouse (- 2,5 %) et Caen (- 2,4 %). À Paris, la baisse est également importante (- 2,3 %). Le poids de cette académie diminue légèrement : il passe de 13,5 % en 2006 à 13,3 % en 2007. À l'inverse, les effectifs progressent dans trois académies : la Corse (+ 1,9 %), Nantes (+ 0,8 %) et Versailles (+ 0,4 %). Dans les DOM, la croissance des effectifs dans les académies de Guadeloupe (+ 6,1 %), de Guyane (+ 3,4 %) et de Martinique (+ 0,2 %) compense la baisse à la Réunion (- 1,6 %). Au final, les effectifs se stabilisent dans l'ensemble de ces académies et leur part dans les académies de France métropolitaine et des DOM est de 1,7 %.

Les différentes académies métropolitaines présentent des structures très variées selon les types de formations suivies. Dans certaines petites académies (Amiens, Besançon, Limoges, Orléans-Tours et Reims), la part des STS est très élevée (plus de 14 %, contre 10 % pour la moyenne en métropole) compensant partiellement dans deux d'entre elles (Amiens et Reims) la faiblesse des effectifs à l'université (50 % et 53 %, contre 61 % pour la moyenne en métropole). Il en est de même à Nantes. À l'inverse, dans d'autres académies (Strasbourg et Corse), la part de l'université dans l'ensemble de l'enseignement supérieur est supérieure à 70 %, alors que celles des autres formations, des écoles de commerce et d'ingénieurs sont inférieures à la moyenne nationale. La part des IUT dans l'ensemble des effectifs de l'enseignement supérieur est la plus élevée dans l'académie de Grenoble (9 %, contre 5 % pour la moyenne métropolitaine). À Paris, les poids de l'université, des IUT et des STS sont parmi les plus faibles de France. À l'inverse, ils sont très élevés pour les CPGE, pour les écoles de commerce et, surtout, pour les autres formations. Les deux autres académies franciliennes ont des profils opposés : à Créteil, le poids de l'université est prépondérant, alors qu'il est faible à Versailles, au profit des écoles de commerce et d'ingénieurs.

La part de l'université dans les DOM, pris dans leur ensemble, est proche de la moyenne nationale et globalement homogène d'une académie à l'autre (entre 59 % et 63 %). Le poids des STS y est plus élevé qu'en métropole, sauf pour la Guyane. En revanche, la part des étudiants en IUFM est bien supérieure à la moyenne nationale (18 % en Guyane, contre 3 % pour la France métropolitaine et les DOM).

Définitions

■ **Le supérieur.** Depuis 2001-2002, le champ du supérieur a été modifié (voir 6.1).

■ **Universités.** Les universités, établissements publics d'enseignement, sont organisées en unités de formation et de recherche (UFR). On y a également assimilé le CUFR d'Albi, appelé à devenir une université.

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés concernent les étudiants préparant un DUT, et non tous les étudiants inscrits en IUT, ou sont également proposées des licences professionnelles (celles-ci sont intégrées au total des universités hors IUT). Ces effectifs comprennent également les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST).

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post-BTS et le DSAA sont désormais classées en "autres écoles et formations".

■ **Formations comptables.** Regroupent le diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) et le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur. On isole les écoles dépendantes des universités : écoles internes ou rattachées aux universités. Les formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) sont incluses dans ce total, contrairement à la page 6.8.

À partir de 2005-2006, la localisation des établissements par académie a été homogénéisée sur l'ensemble du champ du supérieur : à présent, l'unité géographique de référence est la composante, quel que soit le type d'établissement. Cela se traduit par des transferts d'effectifs d'une académie à l'autre, en particulier à l'intérieur de l'Île-de-France et entre la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique.

→ Pour en savoir plus

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires sociales et de la Culture.

[1] Effectifs de l'enseignement supérieur par académie en 2007-2008

Académies	Universités			IUFM	STS	CPGE	Formations d'ingénieurs (1)	Écoles de commerce, vente, gestion, comptabilité	Autres écoles et formations d'enseignement supérieur (2)	Ensemble (3)	Évolution 2007-2008/2006-2007
	Ensemble	Hors IUT	IUT								
Aix-Marseille	67 844	63 634	4 210	3 168	10 336	3 219	2 781	4 548	10 161	100 973	-0,3
Amiens	20 334	17 571	2 763	2 000	5 777	1 076	4 123	1 157	8 404	40 630	-0,5
Besançon	19 137	16 623	2 514	1 360	4 626	904	2 686	382	5 149	31 558	-1,8
Bordeaux	69 600	64 439	5 161	3 176	10 603	2 805	3 685	5 543	10 142	103 506	0,0
Caen	24 232	21 344	2 888	1 406	4 786	1 184	1 220	524	3 981	36 547	-2,4
Clermont-Ferrand	27 094	24 380	2 714	1 312	4 810	1 348	2 176	1 206	5 316	42 083	-0,2
Corse	4 058	3 689	369	258	500	102	-	66	587	5 571	1,9
Créteil	82 810	74 461	8 349	4 312	11 941	3 146	5 024	1 318	15 067	122 902	-1,4
Dijon	25 463	22 687	2 776	1 523	5 252	1 514	1 750	1 777	4 420	40 596	-2,0
Grenoble	51 496	44 079	7 417	2 220	10 082	2 600	1 519	3 622	12 510	82 698	-1,1
Lille	92 460	84 504	7 956	6 047	18 304	5 355	8 040	4 654	21 091	153 400	-0,3
Limoges	13 984	12 187	1 797	727	3 208	510	1 055	126	2 453	21 430	-2,3
Lyon	91 782	85 122	6 660	3 982	11 976	5 326	10 957	7 552	20 964	151 912	-0,4
Montpellier	61 183	57 324	3 859	2 758	10 033	2 182	2 464	3 237	8 220	88 852	-1,6
Nancy-Metz	47 207	41 766	5 441	2 651	8 426	2 326	5 814	1 318	12 004	75 014	-2,2
Nantes	57 250	51 505	5 745	2 840	15 133	3 851	7 197	4 674	17 652	107 511	0,8
Nice	33 282	29 455	3 827	1 918	4 919	2 237	1 352	4 279	4 519	51 587	-2,7
Orléans-Tours	35 857	31 278	4 579	2 438	7 672	2 298	2 250	1 434	6 130	55 969	-2,1
Paris	158 884	156 743	2 141	4 380	16 172	14 325	8 804	20 113	75 235	296 910	-2,3
Poitiers	29 842	26 668	3 174	1 654	5 316	1 221	1 501	2 143	3 718	44 549	-2,9
Reims	20 587	17 582	3 005	1 512	5 401	1 217	2 199	4 400	5 341	38 923	-0,5
Rennes	65 607	58 795	6 812	2 588	13 216	3 606	6 522	2 055	14 630	106 701	-1,5
Rouen	28 478	24 574	3 904	1 874	5 590	1 421	3 204	3 030	5 587	48 953	-2,2
Strasbourg	47 145	43 177	3 968	2 151	6 040	2 301	2 795	475	6 579	66 103	-1,9
Toulouse	68 725	62 392	6 333	2 813	10 360	3 428	8 274	4 022	15 890	110 257	-2,5
Versailles	96 829	89 738	7 091	6 443	13 546	7 358	11 321	12 083	19 311	166 150	0,4
France métro.	1 341 170	1 225 717	115 453	67 511	224 025	76 860	108 713	95 738	315 061	2 191 285	-1,2
Guadeloupe	5 257	5 144	113	495	1 789	350	-	-	827	8 718	6,1
Guyane	1 638	1 508	130	465	271	31	-	-	248	2 653	3,4
Martinique	5 337	5 249	88	550	1 768	311	-	97	922	8 985	0,2
La Réunion	10 348	9 909	439	1 079	3 024	520	60	-	1 576	16 547	-1,6
France métropolitaine + DOM	1 363 750	1 247 527	116 223	70 100	230 877	78 072	108 773	95 835	318 634	2 228 188	-1,1

(1) Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. Voir la rubrique "Définitions".

(2) Grands établissements, INP, universités de technologie, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées. Pour les formations paramédicales et sociales, données 2006.

(3) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, des universités de technologie et des INP.

Présentation

Depuis 2000, le nombre d'étudiants en formations scientifiques a progressé plus rapidement que le total de l'enseignement supérieur (+ 6,0 %, contre + 3,1 %). Leur poids dans l'ensemble du champ a donc gagné 0,9 point en sept ans pour atteindre 31,7 %. Néanmoins, on constate deux mouvements bien distincts sur cette période : jusqu'en 2003, la part des formations scientifiques diminue de 30,8 % à 30,2 %. Depuis, elle progresse chaque année. Cette hausse est particulièrement soutenue depuis 2006 (+ 0,5 point chaque année) : en effet, cette année, les formations scientifiques gagnent des étudiants (+ 0,3 %), alors que l'ensemble de l'enseignement supérieur en perd (- 1,1 %).

Si la part des étudiants scientifiques dans l'enseignement supérieur progresse depuis 2003, cette croissance tient pour beaucoup aux formations de santé à l'université. Ces dernières, qui concentrent en 2007 plus d'un étudiant scientifique sur quatre (27,1 %), ont vu leurs effectifs croître de plus d'un tiers depuis 2000. Cette hausse spectaculaire tient à plusieurs facteurs : tout d'abord, les *numerus clausus* ont été fortement relevés. Mécaniquement, le nombre d'étudiants, une fois passée la sélection en première année, augmente. L'effet est cumulatif dans le temps puisque, au fur et à mesure, les générations les moins nombreuses finissent leurs années d'études et sont remplacées. Ensuite, l'augmentation du nombre de places au concours conduit à une hausse des étudiants inscrits en première année. Enfin, à partir de 2002, le concours de sage-femme a été intégré aux concours de médecine et odontologie, renforçant la hausse des effectifs.

Hors formations de santé, le poids des formations scientifiques diminue depuis 2000. La baisse très forte entre 2000 et 2003 (- 0,9 point) est plus contenue depuis (- 0,2 point de 2003 à 2007). Ce poids remonte même très légèrement en 2007. Les universités hors formation de santé, IUT et STS contribuent le plus à cette diminution depuis 2000. En particulier, les IUT secteur production ont perdu près de un étudiant sur neuf en sept ans. À l'université hors formations de santé, on compte 16 000 étudiants de moins en 2007 qu'en 2000, soit une baisse de 6,1 %. Par rapport à 2006, la baisse est de 7 000 étudiants, soit - 2,8 %.

À l'inverse, les effectifs en formations d'ingénieurs hors université, INP et UT ont beaucoup progressé (+ 15,1 % en sept ans) avec une reprise en 2007 (+ 3,9 %). En effet, le nombre d'étudiants dans les écoles publiques du ministère de l'Éducation nationale augmente, cette année, de 8,7 % et celui des écoles du secteur privé de 6,4 %. Le nombre d'étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques progresse cette année de 1,2 %. Au final, le poids des CPGE dans le total des formations scientifiques a stagné depuis 2000 (6,8 % environ).

Définitions

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés concernent les étudiants préparant un DUT, et non tous les étudiants inscrits en IUT, ou sont également proposées des licences professionnelles (celles-ci sont intégrées au total des universités hors IUT). Ces effectifs comprennent également les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST).

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post-BTS et le DSAA sont désormais classées en "autres écoles et formations".

■ **Formations comptables.** Regroupent le diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) et le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur. On isole les écoles dépendantes des universités : écoles internes ou rattachées aux universités. Les formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) sont incluses dans ce total, contrairement à la page 6.8.

→ Pour en savoir plus

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires sociales et de la Culture.

Les effectifs dans les formations scientifiques

[1] Évolution des effectifs d'étudiants dans les formations scientifiques (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	2000	2001	2002	2003	2004 (1)
Université hors IUT	407 772	400 510	409 830	422 560	430 491
Université hors IUT (formations scientifiques + ingénieurs)	267 108	260 490	263 551	265 923	264 171
Dont : - sciences fondamentales et applications	183 368	181 213	184 390	183 175	174 760
- sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	83 740	79 277	79 161	78 291	73 791
- pluri-sciences	-	-	-	4 457	15 620
Université hors IUT (santé)	140 664	140 020	146 279	156 637	166 320
Dont : - médecine, odontologie	114 427	114 606	120 930	130 356	138 532
- pharmacie	26 237	25 414	25 349	26 281	27 788
Grands établissements	149	166	205	197	1 240
Université de technologie	5 945	6 147	6 546	6 872	6 848
INP	10 831	11 076	12 214	12 624	12 411
IUT production	61 851	60 398	57 892	56 419	55 366
Formation d'ingénieur hors université, INP et UT (3)	61 609	63 467	63 840	66 231	67 455
Dont : - publique MEN	22 199	23 208	24 128	22 550	23 525
- publique hors MEN	15 875	16 261	14 577	17 270	17 178
- privée	23 535	23 998	25 135	26 411	26 752
CPGE scientifique	43 862	44 164	44 511	44 853	45 947
Dont : - publique MEN	37 128	37 316	37 713	37 851	39 013
- publique hors MEN	771	774	783	816	846
- privée	5 963	6 074	6 015	6 186	6 088
STS secondaire	73 513	73 160	72 680	72 099	70 322
Dont : - publique MEN	61 810	60 951	60 403	59 862	58 599
- privée	11 703	12 209	12 277	12 237	11 723
Total formations scientifiques	665 532	659 088	667 718	681 855	690 080
Total formations scientifiques hors santé	524 868	519 068	521 439	525 218	523 760
Total enseignement supérieur	2 160 253	2 163 902	2 208 421	2 256 150	2 269 797
Poids formations scientifiques	30,8%	30,5%	30,2%	30,2%	30,4%
Poids formations scientifiques hors santé	24,3%	24,0%	23,6%	23,3%	23,1%
Poids du Public dans total des formations scientifiques	91,3%	90,9%	90,7%	90,5%	90,6%
Poids du Public MEN dans total des formations scientifiques	88,8%	88,4%	88,4%	87,9%	88,0%

	2005	2006	2007 (2)	Poids en 2007 dans total des formations scientifiques	Évolution 2000/2007
Université hors IUT	439 377	443 252	441 598	62,6%	8,3%
Université hors IUT (formations scientifiques + ingénieurs)	263 164	257 880	250 732	35,5%	-6,1%
Dont : - sciences fondamentales et applications	169 158	165 377	158 689	22,5%	-13,5%
- sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	72 389	71 320	69 742	9,9%	-16,7%
- pluri-sciences	21 617	21 183	22 301	3,2%	
Université hors IUT (santé)	176 213	185 372	190 866	27,1%	35,7%
Dont : - médecine, odontologie	146 589	154 076	158 995	22,5%	38,9%
- pharmacie	29 624	31 296	31 871	4,5%	21,5%
Grands établissements	1 392	1 439	6 067	0,9%	3 971,8%
Université de technologie	7 240	7 413	7 726	1,1%	30,0%
INP	12 384	12 350	7 676	1,1%	-29,1%
IUT production	55 691	55 928	56 600	8,0%	-8,5%
Formation d'ingénieur hors université, INP et UT (3)	68 081	68 262	70 920	10,1%	15,1%
Dont : - publique MEN	23 431	22 342	24 290	3,4%	9,4%
- publique hors MEN	17 458	18 420	17 357	2,5%	9,3%
- privée	27 192	27 500	29 273	4,1%	24,4%
CPGE scientifique	46 858	47 285	47 851	6,8%	9,1%
Dont : - publique MEN	39 968	40 269	40 559	5,7%	9,2%
- publique hors MEN	814	808	797	0,1%	3,4%
- privée	6 076	6 208	6 495	0,9%	8,9%
STS secondaire	69 487	67 292	67 135	9,5%	-8,7%
Dont : - publique MEN	58 124	56 164	55 760	7,9%	-9,8%
- privée	11 363	11 128	11 375	1,6%	-2,8%
Total formations scientifiques	700 510	703 221	705 573	100,0%	6,0%
Total formations scientifiques hors santé	524 297	517 849	514 707	72,9%	-1,9%
Total enseignement supérieur	2 283 267	2 253 832	2 228 188		2,9%
Poids formations scientifiques	30,7%	31,2%	31,7%		
Poids formations scientifiques hors santé	23,0%	23,0%	23,1%		
Poids du Public dans total des formations scientifiques	90,6%	93,6%	93,3%		
Poids du Public MEN dans total des formations scientifiques	88,0%	90,9%	90,7%		

(1) Année de passage de Paris IX du champ des universités à celui des grands établissements. (2) Année de passage de l'INP Grenoble du champ des INP à celui des grands établissements. (3) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

Présentation

À la rentrée 2007, 1 363 750 étudiants sont inscrits dans les universités françaises en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Le nombre d'inscrits diminue de 2,5 % par rapport à 2006-2007. À la rentrée 2006, il avait déjà diminué sensiblement (- 1,6 %) après deux années d'évolutions modérées.

Le nombre de nouveaux entrants recule fortement en 2007-2008 (- 4,9 %) après une baisse de 1,7 % en 2006-2007. Cette forte baisse des nouveaux entrants à l'université contraste avec le fait que le nombre de bacheliers est resté stable à la session de juin 2007.

La baisse des effectifs en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) s'accélère. En effet, elle atteint 12,3 % en 2007-2008 après des baisses de 11,7 % en 2006-2007, de 7,9 % en 2005-2006 et de 5,6 % en 2004-2005.

Les effectifs des formations de santé progressent en 2007-2008 (+ 3,0 %) mais à un rythme moins élevé que lors des cinq dernières années. En effet, depuis cinq ans, les effectifs en santé ont augmenté à un rythme annuel moyen de 5,8 %. En 2007-2008, les effectifs ont augmenté de 3,5 % en médecine et de 1,8 % en pharmacie, alors qu'ils diminuent de 2,8 % en odontologie.

La baisse des effectifs universitaires est également importante au sein des formations de langues (- 4,6 %), lettres (- 6,9 %) et sciences humaines et sociales (- 8,1 %).

Les effectifs augmentent de 2,2 % en IUT aussi bien dans le secteur secondaire (+ 1,1 %) que dans le secteur tertiaire (+ 2,9 %). Il s'agit de la deuxième année consécutive d'augmentation des effectifs en IUT (+ 1,0 % en 2006-2007).

→ Pour en savoir plus

Publications

– Note d'Information, 07.47.

Sources : Système d'information SISE.

Définitions

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées. Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 83 universités publiques y compris le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.).

■ **Nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD).** À la rentrée 2007, l'ensemble des universités ont offert des formations LMD. Les disciplines pluri-lettres-langues-sciences humaines et pluri-sciences ont été créées pour ces nouvelles formations.

■ **Cursus licence.** Il s'agit des trois premières années d'études supérieures.

■ **Cursus master.** Il permet, dans un même domaine de formation, d'organiser une palette de parcours facilitant l'orientation progressive des étudiants, soit dans une voie à dominante professionnelle débouchant sur un "master professionnel", soit dans une voie à dominante recherche débouchant sur un "master recherche".

■ **Cursus doctorat.** À vocation recherche, il conduit à la thèse.

■ **Les évolutions du tableau [2]** sont présentées en anciens cycles pour pouvoir effectuer des comparaisons sur le passé :

- premier cycle : cycle de formation fondamentale et d'orientation ouvert aux titulaires du baccalauréat et d'une durée de deux ans, sanctionné par un DEUG ;
- deuxième cycle : cycle d'approfondissement, de formation générale scientifique et technique d'une durée de un à deux ans après le DEUG, sanctionné par une licence puis une maîtrise ;
- troisième cycle : cycle conduisant soit à la recherche (DEA, doctorat), soit à une plus grande spécialisation (DESS).

■ **La rubrique IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST). Les licences professionnelles en IUT (24 886) sont comptabilisées dans les disciplines générales de l'université.

[1] Répartition des effectifs des universités françaises par cursus et par discipline en 2007-2008 (1) (France métropolitaine + DOM)

Disciplines	Cursus licence	Cursus master	Cursus doctorat	Ensemble		Nouveaux entrants (2)	
	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs	% variation	Effectifs	% variation
Droit, sciences politiques	106 690	64 064	8 371	179 125	0,4	34 056	0,7
Sciences économiques, gestion	75 544	56 395	4 535	136 474	1,3	18 176	5,9
AES	30 962	7 067		38 029	-8,1	8 803	-8,0
Lettres, sciences du langage	66 541	23 525	6 932	96 998	-6,9	17 086	-4,7
Langues	84 027	17 060	2 746	103 833	-4,6	27 194	-6,0
Sciences humaines, sociales	135 396	63 463	14 759	213 618	-8,1	34 663	-15,5
Pluri-lettres, langues, sciences humaines	2 505	3 167	28	5 700	2,2	832	-20,0
Sciences fondamentales et applications	77 420	65 371	15 898	158 689	-4,0	14 662	-17,3
Sciences de la nature et de la vie	39 322	19 547	10 873	69 742	-2,2	8 481	-17,2
STAPS	25 501	6 135	516	32 152	-12,3	7 229	-16,4
Pluri-sciences	20 769	1 387	145	22 301	5,3	10 597	9,7
Total disciplines générales	664 677	327 181	64 803	1 056 661	-3,9	181 779	-7,1
Médecine, odontologie	55 459	102 508	1 028	158 995	3,2	29 303	1,6
Pharmacie	11 752	19 560	559	31 871	1,8	5 717	-8,2
Total disciplines de santé	67 211	122 068	1 587	190 866	3,0	35 020	-0,2
IUT	116 223			116 223	2,2	49 073	0,8
Total France métropolitaine + DOM	848 111	449 249	66 390	1 363 750	-2,5	265 872	-4,9

(1) Données pour les DOM-COM : voir 12.9.

(2) Nouveaux entrants en première année de cursus licence.

[2] Évolution en cycle des effectifs universitaires depuis 1985-1986 (1) (France métropolitaine + DOM)

	Premier cycle	Deuxième cycle	Troisième cycle	Total	Évolution (%)
1985-1986	497 573	288 579	159 599	945 751	
1990-1991	615 751	366 250	177 936	1 159 937	6,3
1995-1996	782 071	478 443	201 482	1 461 996	2,3
1996-1997	755 161	483 431	204 485	1 443 077	-1,3
1997-1998	734 074	481 784	201 137	1 416 995	-1,8
1998-1999	720 731	474 767	201 412	1 396 910	-1,4
1999-2000	713 232	469 568	207 534	1 390 334	-0,5
2000-2001	708 648	472 565	215 547	1 396 760	0,5
2001-2002	685 368	467 422	221 574	1 374 364	-1,6
2002-2003	683 067	479 521	229 943	1 392 531	1,3
2003-2004	692 169	491 634	241 862	1 425 665	2,4
2004-2005	689 689	486 677	248 170	1 424 536	0,5 (2)
2005-2006	683 726	476 741	261 252	1 421 719	-0,2
2006-2007	668 110	466 050	265 017	1 399 177	-1,6
2007-2008	646 410	452 477	264 863	1 363 750	-2,5

(1) Voir rubrique "Définitions" ci-contre.

(2) L'évolution est calculée à champ constant, c'est-à-dire en incluant les étudiants de Paris-Dauphine.

[3] Évolution en cursus des effectifs universitaires depuis 2004-2005 (France métropolitaine + DOM)

	Cursus licence	Cursus master	Cursus doctorat	Total
2004-2005	897 069	460 426	67 041	1 424 536
2005-2006	900 196	453 333	68 190	1 421 719
2006-2007	878 053	452 886	68 238	1 399 177
2007-2008	848 111	449 249	66 390	1 363 750

Présentation

Le nombre d'étudiants dans les universités françaises (IUT et écoles d'ingénieurs inclus) diminue pour la seconde année consécutive : - 2,5 % en 2007-2008, après - 1,6 % en 2006-2007. En 2007-2008, les effectifs sont en baisse dans toutes les académies, à l'exception des académies de Corse et des Antilles-Guyane. Les baisses les plus importantes concernent les académies de Rouen (- 4,5 %), Poitiers (- 4,0 %) et Nice (- 3,8 %). Les académies franciliennes de Créteil et Versailles ont des baisses moins marquées (respectivement - 1,3 % et - 1,1 %). Du point de vue des établissements, les effectifs diminuent de plus de 4 % dans 26 universités contre 15 l'an dernier. Les établissements dont les baisses d'effectifs sont les plus importantes sont les universités de Rennes II (- 8,2 %), de Lille III (-7,5 %), du Littoral (- 7,4 %) et de Paris II (- 7,3 %). En revanche, les effectifs augmentent dans 18 universités. Parmi celles-ci, les effectifs augmentent sensiblement à l'université de Lille II (+ 7,2%) et de Clermont I (+ 5,8 %).

Le cursus licence englobe 62,3 % des étudiants sur l'ensemble du territoire. C'est à Paris que son poids est le plus faible (51,7 %).

Définitions

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées. Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 83 universités publiques y compris le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.).

■ **Nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD).** À la rentrée 2007, l'ensemble des universités ont offert des formations LMD. Les disciplines pluri-lettres-langues-sciences humaines et pluri-sciences ont été créées pour ces nouvelles formations.

■ **Cursus licence.** Il s'agit des trois premières années d'études supérieures.

■ **Cursus master.** Il permet, dans un même domaine de formation, d'organiser une palette de parcours facilitant l'orientation progressive des étudiants, soit dans une voie à dominante professionnelle débouchant sur un "master professionnel", soit dans une voie à dominante recherche débouchant sur un "master recherche".

■ **Cursus doctorat.** À vocation recherche, il conduit à la thèse.

→ Pour en savoir plus

Publications

– Note d'Information, 07.47.

Sources : Système d'information SISE.

La population universitaire par département et académie

[1] Population universitaire par établissement et académie en 2007-2008 (France entière)

Universités et académies	Premières inscriptions	Poids du cursus licence (%)	Effectifs totaux	Évol./2006-2007	Universités et académies	Premières inscriptions	Poids du cursus licence (%)	Effectifs totaux	Évol./2006-2007
Aix I	3 847	66,1	19 888	-5,9	Angers	3 320	59,8	17 638	0,1
Aix II	3 870	50,5	20 762	-1,1	Le Mans	2 145	78,3	8 634	1,1
Aix III	3 713	53,6	20 889	-2,2	Nantes	6 486	63,9	30 978	-3,2
Avignon	1 689	78,3	6 305	-5,0	Nantes	11 951	64,8	57 250	-1,6
Aix-Marseille	13 119	58,6	67 844	-3,2	Nice	4 718	62,1	23 825	-4,5
Amiens	4 759	68,4	20 334	-2,8	Toulon	2 138	74,8	9 457	-2,2
Amiens	4 759	68,4	20 334	-2,8	Nice	6 856	65,7	33 282	-3,8
Besançon	4 007	64,6	19 121	-3,6	Orléans	3 301	69,6	14 628	-3,0
Besançon	4 007	64,6	19 121	-3,6	Tours	4 873	62,7	21 229	-3,9
Bordeaux I	2 043	58,4	11 028	-4,2	Orléans-Tours	8 174	65,5	35 857	-3,6
Bordeaux II	2 672	43,8	17 759	0,4	Paris I	5 225	55,2	36 031	-2,8
Bordeaux III	3 007	76,4	15 318	-1,8	Paris II	2 086	49,0	14 490	-7,3
Bordeaux IV	3 000	59,0	14 678	2,0	Paris III	3 021	62,2	16 463	0,3
Pau	2 343	73,9	11 273	-3,9	Paris IV	3 441	54,9	20 772	-6,8
Bordeaux	13 065	61,2	70 056	-1,2	Paris V	4 727	44,5	31 572	1,3
Caen	5 480	66,9	24 232	-3,5	Paris VI	3 899	47,3	28 115	-4,4
Caen	5 480	66,9	24 232	-3,5	Paris VII	2 560	46,4	22 973	-6,9
Clermont I	2 920	56,7	14 127	5,8	Paris	24 959	50,8	170 416	-3,5
Clermont II	2 703	65,1	12 967	-6,3	La Rochelle	1 308	72,6	6 251	-3,0
Clermont-Ferrand	5 623	60,7	27 094	-0,3	Poitiers	4 684	60,1	23 591	-4,3
Corse	732	68,0	4 058	3,2	Poitiers	5 992	62,7	29 842	-4,0
Corse	732	68,0	4 058	3,2	Reims	4 564	70,0	20 587	-2,2
Marne-la-Vallée	2 026	66,2	10 580	0,3	Reims	4 564	70,0	20 587	-2,2
Paris VIII	3 065	61,0	21 439	-3,6	Brest	3 831	66,3	16 849	-2,7
Paris XII	4 754	63,7	24 156	-1,6	Bretagne-Sud	2 003	77,8	7 585	2,9
Paris XIII	4 039	65,9	20 214	0,7	Rennes I	4 693	53,6	23 780	-1,3
Créteil	13 884	63,9	76 389	-1,3	Rennes II	3 928	72,8	17 376	-8,2
Dijon	5 174	64,3	25 463	-2,7	Rennes	14 455	64,8	65 590	-3,2
Dijon	5 174	64,3	25 463	-2,7	Le Havre	1 585	77,6	6 188	-2,9
Chambéry	2 301	71,1	11 016	-4,2	Rouen	4 921	67,2	22 290	-5,0
Grenoble I	3 297	55,1	16 723	-0,8	Rouen	6 506	69,5	28 478	-4,5
Grenoble II	3 781	63,8	18 073	-0,9	Mulhouse	1 822	75,6	7 618	1,5
Grenoble III	1 118	66,8	5 684	-5,9	Strasbourg I	3 090	48,9	18 109	-3,9
Grenoble	10 497	62,9	51 496	-2,2	Strasbourg II	2 074	70,3	11 341	-5,3
Artois	2 550	81,9	9 939	-6,0	Strasbourg III	1 741	54,2	10 077	1,3
Lille I	2 810	56,9	18 267	-3,4	Strasbourg	8 727	59,5	47 145	-2,3
Lille II	5 339	53,1	25 829	7,2	CUFR d'Albi	806	94,4	2 553	-1,8
Lille III	3 748	75,3	18 318	-7,5	Toulouse I	2 452	54,9	15 972	-3,7
Littoral	2 310	76,0	10 196	-7,4	Toulouse II	3 691	74,2	21 879	-6,2
Valenciennes	2 243	72,7	9 911	-3,1	Toulouse III	5 737	60,6	27 865	-1,4
Lille	19 000	66,0	92 460	-2,3	Toulouse	12 686	64,9	68 269	-3,5
Limoges	2 872	64,8	13 984	-2,3	Cergy-Pontoise	2 936	75,1	12 089	-3,9
Limoges	2 872	64,8	13 984	-2,3	Évry-Val-d'Essonne	2 133	75,0	9 433	-5,1
Lyon I	4 960	51,5	29 856	1,1	Paris X	5 431	64,6	29 345	-1,0
Lyon II	4 855	62,7	27 182	-2,2	Paris XI	4 376	51,0	26 876	2,6
Lyon III	3 974	62,8	21 503	-2,6	Versailles-Saint-Quentin	3 117	61,8	13 992	-3,2
Saint-Étienne	3 129	69,3	13 241	-5,8	Versailles	17 993	62,6	91 735	-1,1
Lyon	16 918	60,0	91 782	-1,8	France métropolitaine	258 996	61,9	1 341 170	-2,6
Montpellier I	3 178	48,2	20 525	0,1	Antilles et Guyane	3 671	81,6	12 232	2,8
Montpellier II	2 269	62,0	12 383	-0,9	La Réunion	3 205	80,7	10 348	-2,2
Montpellier III	3 084	67,8	15 421	-5,1	DOM	6 876	81,2	22 580	0,4
Nîmes	956	89,7	3 190	-7,2	France métro. + DOM	265 872	62,2	1 363 750	-2,5
Perpignan	1 611	67,8	9 664	-4,9	Nouvelle-Calédonie	693	98,0	2 247	-6,8
Montpellier	11 098	61,2	61 183	-2,6	Polynésie française	839	97,2	2 542	-0,2
Metz	3 278	70,6	14 430	-4,1	COM + Nlle-Calédonie	1 532	97,6	4 789	-3,4
Nancy I	2 875	51,5	16 058	-3,2	France entière (1)	267 404	62,3	1 368 539	-2,5
Nancy II	3 752	74,8	16 735	-3,9					
Nancy-Metz	9 905	65,6	47 223	-3,7					

(1) Pour en savoir plus sur les DOM, les COM et la Nouvelle-Calédonie, voir 12.9.

Présentation

Au 15 janvier 2008, 1 363 750 étudiants sont inscrits dans les universités de France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Le nombre d'inscrits diminue par rapport à l'année universitaire 2006-2007 (- 2,5 %).

En 2007-2008, 62,2 % des étudiants sont inscrits en cursus licence, 32,9 % en cursus master et 4,9 % en cursus doctorat. Les femmes représentent 56,9 % de la population universitaire. Si elles sont majoritaires en cursus licence (57,5 %) et en cursus master (57,0 %), elles ne sont plus que 47,1 % en cursus doctorat. La répartition hommes/femmes par discipline varie très peu par rapport à l'année universitaire 2006-2007. Elle augmente cette année d'un point de pourcentage en médecine-odontologie, passant de 59,9 % à 60,8 %. En 2006-2007, la part des femmes au sein de ces formations avait fortement augmenté, passant de 57,2 % à 59,9 %. Les femmes restent majoritaires en particulier en langues (74,9 %), en lettres-sciences du langage-arts (73,1 %) et en sciences humaines et sociales (67,9 %). Elles restent en revanche minoritaires en sciences fondamentales et applications (27,8 %) et en STAPS (32,3 %).

En 2007-2008, 58,2 % des nouveaux entrants ont 18 ans ou moins, 23,9 % ont 19 ans, 9,1 % ont 20 ans et 8,8 % ont 21 ans ou plus.

Les nouveaux entrants à l'université se dirigent principalement vers les IUT (18,5 %), les sciences humaines et sociales (13,0 %), les disciplines juridiques (12,8 %) et linguistiques (10,2 %).

Comme les années précédentes, les femmes sont plus jeunes que les hommes à leur entrée à l'université et ce quelle que soit la discipline dans laquelle elles étudient. Ainsi par exemple, en droit et sciences politiques, 69,4 % des nouveaux entrants de 18 ans ou moins sont des femmes, alors qu'elles ne représentent que 56,6 % des nouveaux entrants de 21 ans ou plus.

Définitions

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées. Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 83 universités publiques y compris le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) d'Albi.

Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.). Depuis 2004-2005, Paris-Dauphine est un grand établissement, il est donc sorti du champ université.

■ **Nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD).** À la rentrée 2007, l'ensemble des universités ont offert des formations LMD. Les disciplines pluri-lettres-langues-sciences humaines et pluri-sciences ont été créées pour ces nouvelles formations.

■ **Cursus licence.** Il s'agit des trois premières années d'études supérieures.

■ **Cursus master.** Il permet, dans un même domaine de formation, d'organiser une palette de parcours facilitant l'orientation progressive des étudiants, soit dans une voie à dominante professionnelle débouchant sur un "master professionnel", soit dans une voie à dominante recherche débouchant sur un "master recherche".

■ **Cursus doctorat.** À vocation recherche, il conduit à la thèse.

■ **La rubrique IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST).

■ **Les nouveaux entrants en première année de premier cycle** sont les étudiants inscrits pour la première fois dans une université publique française en première année de premier cycle ou cursus licence (capacité en droit et DAEU non compris).

→ Pour en savoir plus

Publications

– Note d'Information, 07.47.

Sources : Système d'information SISE.

[1] Répartition des étudiants en université par sexe, cursus et discipline en 2007-2008 (1) (France métropolitaine + DOM)

Disciplines	Cursus licence		Cursus master		Cursus doctorat		Ensemble	
	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes
Droit, sciences politiques	106 690	65,0	64 064	66,1	8 371	48,1	179 125	64,6
Sciences économiques, gestion	75 544	50,8	56 395	52,2	4 535	43,7	136 474	51,2
AES	30 962	60,0	7 067	59,2	0		38 029	59,8
Lettres, sciences du langage	66 541	73,2	23 525	75,1	6 932	65,4	96 998	73,1
Langues	84 027	74,7	17 060	77,3	2 746	67,0	103 833	74,9
Sciences humaines, sociales	135 396	69,7	63 463	67,8	14 759	52,8	213 618	67,9
Pluri-lettres, langues, sciences humaines	2 505	71,0	3 167	74,4	28	46,4	5 700	72,8
Sciences fondamentales et applications	77 420	29,1	65 371	26,1	15 898	27,7	158 689	27,8
Sciences de la nature et de la vie	39 322	61,8	19 547	56,7	10 873	51,9	69 742	58,9
STAPS	25 501	32,3	6 135	32,0	516	36,4	32 152	32,3
Pluri-sciences	20 769	43,4	1 387	43,4	145	25,5	22 301	43,3
Médecine, odontologie	55 459	65,7	102 508	58,3	1 028	45,5	158 995	60,8
Pharmacie	11 752	65,9	19 560	68,1	559	57,6	31 871	67,1
IUT	116 223	39,4					116 223	39,4
Total France métropolitaine + DOM	848 111	57,5	449 249	57,0	66 390	47,1	1 363 750	56,9
Pourcentage par cursus	62,2		32,9		4,9		100,0	

(1) Pour en savoir plus sur les DOM, les COM et la Nouvelle-Calédonie, voir 12.9.

[2] Répartition des nouveaux entrants à l'université par sexe, âge et discipline en 2007-2008 (1) (France métropolitaine + DOM)

Disciplines	18 ans ou moins		19 ans		20 ans		21 ans ou plus		Ensemble	
	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes
Droit, sciences politiques	20 171	69,4	8 263	59,9	2 876	59,0	2 746	56,6	34 056	65,2
Sciences économiques, gestion	9 809	52,3	4 588	40,7	1 881	42,4	1 898	50,0	18 176	48,1
AES	3 585	66,0	2 619	57,6	1 376	56,2	1 223	58,4	8 803	60,9
Lettres, sciences du langage	8 778	81,2	3 699	72,3	1 761	66,6	2 848	66,8	17 086	75,4
Langues	14 637	82,4	6 050	71,1	2 726	65,2	3 781	64,1	27 194	75,6
Sciences humaines, sociales	16 659	75,1	9 177	69,3	4 035	64,7	4 792	63,4	34 663	70,7
Pluri-lettres, langues, sciences humaines	227	73,1	136	69,1	210	71,9	259	65,6	832	69,8
Sciences fondamentales et application	9 822	34,6	2 868	26,8	1 075	22,1	897	24,2	14 662	31,5
Sciences de la nature et de la vie	5 257	67,3	2 027	59,0	680	53,4	517	58,4	8 481	63,7
STAPS	3 495	39,6	2 196	26,7	938	22,1	600	24,2	7 229	32,1
Pluri-sciences	7 453	46,0	2 010	37,6	689	34,0	445	34,2	10 597	43,1
Médecine, odontologie	22 565	65,5	4 606	60,1	1 146	62,8	986	64,0	29 303	64,5
Pharmacie	4 372	71,6	877	61,2	244	57,4	224	67,4	5 717	69,2
IUT	27 964	42,2	14 440	35,1	4 440	32,3	2 229	36,9	49 073	39,0
Total France métropolitaine + DOM	154 794	61,2	63 556	52,6	24 077	51,1	23 445	56,2	265 872	57,8
Pourcentage par âge	58,2		23,9		9,1		8,8		100,0	

(1) Nouveaux entrants en première année de cursus licence.

Présentation

En 2007-2008, 115 360 étudiants préparent un diplôme universitaire de technologie (DUT) en France métropolitaine et dans les DOM. En tenant compte de la population préparant un diplôme post-DUT (863) ou une licence professionnelle (24 886), les effectifs des instituts universitaires de technologie atteignent 141 100. Les effectifs inscrits en DUT augmentent de 2,6 %, faisant suite à une légère reprise depuis deux années consécutives (respectivement 0,2 % et 1,1 %). Cette augmentation concerne le secteur tertiaire (+ 3,2 %) et, dans une moindre mesure le secteur secondaire (1,7 %).

La capacité d'accueil des IUT s'est accrue en 2007-2008 avec la création de neuf départements :

- six dans le secteur secondaire : Réseaux et télécommunications (un), Génie industriel et maintenance (un), Hygiène-sécurité et environnement (un), Génie du conditionnement et de l'emballage (un), Génie thermique et énergie (un) et Qualité-logistique industrielle et organisation (un) ;
- trois dans le secteur tertiaire : Carrières sociales (deux) et Information-communication (un).

Ce mouvement s'accompagne d'une stabilité du nombre de nouveaux bacheliers (- 0,2 %).

Les bacheliers généraux de la session 2007 préparant un DUT en 2007-2008 sont relativement plus nombreux cette année : ils représentent 68,7 % des nouveaux bacheliers en IUT (67 % en 2006-2007). En contrepartie, la part des bacheliers technologiques diminue et atteint 29,8 % (31,4 % en 2006-2007). La proportion de bacheliers professionnels reste stable (1,5 %). Les femmes représentent 39,4 % de l'ensemble des effectifs préparant un DUT. Elles sont un peu plus nombreuses que les hommes dans le secteur tertiaire (51,1 %). Inversement, elles représentent juste 22,9 % des effectifs du secteur secondaire, même si elles sont majoritaires dans les spécialités Chimie (54 %) et Génie biologique (65,1 %). Globalement, la proportion de femmes dans les spécialités du secteur secondaire s'est accrue de 3,4 points depuis 1997-1998, une augmentation supérieure à celle dans l'ensemble des spécialités secondaires et tertiaires (+ 1,1 point).

Définitions

■ **DUT.** Diplôme universitaire de technologie. Les données concernent uniquement les étudiants inscrits à la préparation du diplôme universitaire de technologie (DUT). Pour information, les effectifs inscrits en licence professionnelle ou en diplôme post-DUT sont signalés en évolution.

■ **IUT.** Les instituts universitaires de technologie, rattachés aux universités, ont été créés en 1965. 116 IUT fonctionnent à la rentrée 2007.

Contrairement aux informations des pages 6.1 à 6.7, les enseignements post-DUT dispensés par certains établissements ne sont pas dénombrés dans les tableaux [1] et [2]. Les effectifs comprennent l'ensemble des formations diplômantes (initiales, permanentes, continues et par apprentissage).

■ **Spécialités.** Les spécialités des diplômes universitaires de technologie sont définies dans le cadre de l'Espace européen, notamment par arrêté du 10 août 2005 relatif au DUT dans l'espace européen de l'enseignement supérieur. Depuis la rentrée 2005, la spécialité "Génie des télécommunications et réseaux" est devenue "Réseaux et télécommunications". "Métrologie contrôle qualité" et "Organisation et génie de la production" ont fusionné pour donner "Qualité, logistique industrielle et organisation". L'enseignement dispensé est assuré dans 24 spécialités. En seconde année, le choix est encore plus large avec des options proposées dans certaines spécialités.

■ **Licence professionnelle.** Dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur, la licence professionnelle est venue modifier l'offre de formation, au moins dans les universités, y compris les IUT. Prolongement des formations professionnelles en deux ans (DUT et BTS), la licence professionnelle est toutefois ouverte à tous les titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2, professionnel ou généraliste, dans la mesure où le domaine étudié est compatible avec celui de la licence demandée.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Tableaux statistiques, n° 6251, 6345, 6417, 6649, 6720, 6845, 6893, 6942, 7017, 7042.
- Notes d'Information, 93.23, 94.27, 95.24, 96.23, 99.24, 00.42, 01.54, 02.46, 03.53, 05.02, 05.33, 07.18.

Sources : Système d'information SISE (résultats observés à la date du 15 janvier 2008).

Les IUT par spécialité : évolution

[1] Répartition des effectifs des étudiants préparant un DUT en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

Spécialités	Étudiants en formation en 2007-2008				Rappel effectifs 2006-2007	Départements d'enseignement en 2007-2008
	Hommes	Femmes	Total	% femmes		
Chimie	1 688	1 978	3 666	54,0	3 450	19
Génie biologique	2 220	4 146	6 366	65,1	6 250	37
Génie chimique - génie des procédés	700	467	1 167	40,0	1 074	12
Génie civil	4 458	649	5 107	12,7	4 813	20
Génie du conditionnement et de l'emballage	144	117	261	44,8	227	5
Génie électrique et informatique industrielle	7 462	482	7 944	6,1	8 278	54
Génie industriel et maintenance	1 772	104	1 876	5,5	1 883	25
Génie mécanique et productique	6 374	465	6 839	6,8	7 037	46
Génie thermique et énergie	2 026	185	2 211	8,4	1 900	17
Hygiène, sécurité et environnement	1 241	578	1 819	31,8	1 721	14
Mesures physiques	3 899	975	4 874	20,0	4 779	30
Qualité, logistique industrielle et organisation (1)	1 454	465	1 919	24,2	1 732	24
Réseaux et télécommunications (2)	2 762	213	2 975	7,2	3 098	29
Science et génie des matériaux	777	131	908	14,4	896	12
Ensemble du secteur secondaire	36 977	10 955	47 932	22,9	47 138	344
Carrières juridiques	400	1 908	2 308	82,7	2 242	8
Carrières sociales	651	2 117	2 768	76,5	2 673	15
Gestion des entreprises et des administrations	8 851	11 881	20 732	57,3	19 749	76
Gestion administrative et commerciale	621	1 154	1 775	65,0	1 681	12
Gestion, logistique et transport	1 946	1 074	3 020	35,6	2 945	22
Information - communication	834	3 067	3 901	78,6	3 906	19
Informatique	7 553	763	8 316	9,2	8 141	44
Services et réseaux de communications	2 379	836	3 215	26,0	3 102	30
Statistique et traitement informatique des données	734	531	1 265	42,0	1 251	12
Techniques de commercialisation	8 971	11 157	20 128	55,4	19 652	80
Ensemble du secteur tertiaire	32 940	34 488	67 428	51,1	65 342	318
Total France métropolitaine + DOM	69 917	45 443	115 360	39,4	112 480	662

(1) Fusion de "Organisation et génie de la production" et de "Métrologie contrôle qualité".

(2) Spécialité anciennement appelée "Génie des télécommunications et réseaux" avant 2005-2006.

[2] Évolution des effectifs des étudiants préparant un DUT, un diplôme post-DUT ou une licence professionnelle (France métropolitaine + DOM)

Étudiants en formation	DUT			Nombre de départements d'enseignement (4)	Licence professionnelle (5) Total	Diplômes post-DUT Total
	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Total			
1975-1976 (1)	21 246	22 090	43 336			
1980-1981 (1)	25 445	28 164	53 609			
1985-1986 (1)	28 166	32 548	60 714			
1990-1991 (1)	34 957	37 387	72 344			
1991-1992 (1)	37 178	40 067	77 245			
1992-1993 (1)	39 506	43 477	82 983			
1993-1994 (1)	42 588	47 075	89 663			
1994-1995 (1)	44 535	49 270	93 805			
1995-1996 (1)	45 321	50 837	96 158			
1996-1997 (2) (3)	48 370	57 251	105 621			2 318
1997-1998 (2) (3)	49 149	60 482	109 628			2 346
1998-1999 (2)	49 244	62 297	111 541			2 042
1999-2000 (2)	50 143	63 762	113 905			2 481
2000-2001 (2)	50 465	65 630	116 095	582	2 179	2 357
2001-2002 (2)	49 680	66 022	115 702	607	4 692	1 871
2002-2003 (2)	47 902	65 647	113 549	624	7 784	1 715
2003-2004 (2)	47 120	65 163	112 283	631	10 856	1 311
2004-2005 (2)	46 645	64 451	111 096	639	15 070	1 268
2005-2006 (2)	47 103	64 193	111 296	643	19 816	1 234
2006-2007 (2)	47 138	65 342	112 480	653	23 326	1 289
2007-2008 (2)	47 932	67 428	115 360	662	24 886	863

(1) Hors formation continue mais y compris année spéciale. (2) Toutes formations confondues pour les effectifs et le nombre de départements. (3) Répartition par secteur au prorata des effectifs en France métropolitaine. (4) Données non disponibles pour les DOM avant 2000. (5) Création des licences professionnelles en 2000.

Présentation

En 2007-2008, près de 104 200 élèves suivent une formation dans une école d'ingénieurs, soit 2,9 % de plus par rapport à la rentrée précédente. Le nombre d'élèves des écoles publiques sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale est en progression (+ 2,7 %), tandis que celui des écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère est stable (+ 0,2 %). Le contingent d'inscrits en écoles privées augmente de 5,1 %.

Les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche forment toujours plus de la moitié des futurs ingénieurs (près de six sur dix), plus du tiers de ces élèves étant inscrits dans une école interne ou rattachée à une université.

À la rentrée 2007, dans les écoles d'ingénieurs, le nombre de filles a augmenté de 2,9 %. Comme le nombre d'étudiants y a également progressé de 2,9 %, le taux de féminisation est stable par rapport à l'année précédente (26,8%). La part de filles est très variable selon le type d'école. Bien qu'en constante hausse depuis la rentrée 2000, l'ENSAM reste l'école la moins féminisée avec 13,6 % de filles, à l'inverse des écoles d'ingénieurs sous tutelle des ministères en charge de l'Agriculture ou de la Santé, qui accueillent davantage de filles que de garçons (respectivement 61,0 % et 75,0 %).

Le flux de nouveaux inscrits est en hausse avec 33 900 nouveaux inscrits, soit 3,1 % de plus qu'en 2006. Cette hausse touche uniquement le secteur des écoles privées (+ 18,2 %), tandis qu'une baisse est observée dans le secteur public (- 0,2 % pour les écoles publiques sous tutelle des ministères autres que l'Éducation nationale et - 2,0 % pour les écoles sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale).

La voie d'intégration la plus fréquente reste les classes préparatoires aux grandes écoles (46,3 % des élèves-ingénieurs en sont issus) et particulièrement dans le secteur public relevant d'un autre ministère que l'Éducation nationale (68,6 %). Les admissions à la suite d'un baccalauréat sont cette année en progression (20,6 % contre 17,4 % l'année précédente).

Définitions

■ **Écoles d'ingénieurs.** Ensemble des établissements publics et privés, quel que soit le ministère de rattachement, habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la Commission des titres d'ingénieurs.

■ **Champ.** Les élèves inscrits en formation continue ne sont pas pris en compte dans ces données (les diplômes décernés à ce titre non plus), à l'exception des Centres d'études supérieures industrielles (CESI). Quelques écoles, majoritairement privées, possèdent un cycle préparatoire intégré mais les élèves ne sont pas ici comptabilisés comme élèves ingénieurs.

■ **À noter.** Cette année, les écoles d'ingénieurs internes ou rattachées aux universités et aux INP, les universités de technologie et une grande majorité d'écoles d'ingénieurs hors université ont été enquêtées par l'intermédiaire du Système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE). À terme, l'ensemble des écoles le seront.

■ **Les formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI).** Les élèves inscrits dans ces formations ne figurent pas dans les tableaux.

→ Pour en savoir plus

Publications

– Notes d'information, 03.24, 03.25, 03.51, 05.14, 06.22.

– Tableaux statistiques, n° 6850, 6898, 6949, 6994, 7018, 7048.

Sources : Système d'information SISE.

Les étudiants des filières d'ingénieurs

[1] Répartition des effectifs des écoles d'ingénieurs en 2007-2008 (1) (France métropolitaine + DOM)

	Étudiants en formation en 2007-2008					
	Effectifs inscrits en 2007-2008	Répartition (en %)	Progression effectifs 2007-2008 / 2006-2007	Dont étudiantes	Taux de féminisation	Progression du nombre de filles 2007-2008 / 2006-2007
Écoles publiques sous tutelle du MEN						
Écoles internes ou rattachées aux universités	24 059	23,1	2,6	6670	27,7	2,1
Écoles externes aux universités	37 387	35,9	2,7	9 109	24,4	3,5
INP	9 110	8,7	-0,7	2 678	29,4	0,4
Universités de technologie	5 417	5,2	6,8	1 137	21,0	6,7
INSA	10 513	10,1	2,7	3 033	28,8	2,7
ENSAM et assimilées	4 468	4,3	3,4	607	13,6	11,0
Écoles centrales	4 794	4,6	5,7	1 054	22,0	4,7
Autres écoles	3 085	3,0	0,7	600	19,4	8,1
Ensemble	61 446	59,0	2,7	15 779	25,7	2,9
Écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une autre collectivité						
Agriculture et Pêche	4 332	4,2	0,5	2 643	61,0	1,2
Défense	3 789	3,6	1,1	658	17,4	-1,3
Industrie	3 498	3,4	1,9	953	27,2	3,1
Télécommunications	1 970	1,9	-2,7	444	22,5	1,1
Équipement, transport, logement	1 713	1,6	0,2	464	27,1	1,8
Santé	20	0,0	-9,1	15	75,0	0,0
Économie et Finances	213	0,2	0,9	95	44,6	-2,1
Ville de Paris	428	0,4	-9,1	185	43,2	-1,1
Ensemble	15 963	15,3	0,2	5 457	34,2	1,1
Écoles privées	26 809	25,7	5,1	6 672	24,9	4,3
Ensemble	104 218	100,0	2,9	27 908	26,8	2,9

(1) Hors formation continue et formations d'ingénieurs en partenariat.

[2] Évolution des effectifs des écoles d'ingénieurs en formation initiale (France métropolitaine + DOM)

Types d'écoles	Étudiants en formation pendant l'année scolaire								Progression 2007-2008/2006-2007	
	1980	1990	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Relative	Absolue
	1981	1991	2004	2005	2006	2007	2008			
Écoles publiques relevant du MEN	20 650	34 475	57 304	59 561	59 503	59 847	61 446		2,7	1 599
Écoles internes ou rattachées aux universités		12 234	21 996	22 966	23 419	23 450	24 059		2,6	609
Écoles externes aux universités		22 241	35 308	36 595	36 084	36 397	37 387		2,7	990
Écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale, dont :	8 127	10 865	16 156	16 610	16 607	15 930	15 963		0,2	33
Agriculture et Pêche	2 506	3 078	4 296	4 358	4 386	4 309	4 332		0,5	23
Défense	2 347	3 238	3 930	4 051	4 009	3 749	3 789		1,1	40
Industrie	1 083	1 571	3 526	3 668	3 818	3 434	3 498		1,9	64
Télécommunications	666	1 302	1 953	2 070	2 076	2 024	1 970		-2,7	-54
Équipement, transport, logement	1 246	1 338	1 779	1 785	1 537	1 710	1 713		0,2	3
Santé	25	18	29	29	27	22	20		-9,1	-2
Économie et Finances			228	209	294	211	213		0,9	2
Ville de Paris	254	320	415	440	460	471	428		-9,1	-43
Écoles privées	8 490	14 002	24 534	25 012	25 268	25 517	26 809		5,1	1 292
Ensemble	37 267	59 342	97 994	101 183	101 378	101 294	104 218		2,9	2 924

[3] Origine scolaire des nouveaux inscrits dans les écoles d'ingénieurs (%) (France métropolitaine + DOM)

	Niveau de l'étudiant à l'entrée								Total (1)	Effectif
	Bac	CPGE	DEUG	DUT-BTS	Licence-maitrise	Ingénieur, 3 ^e cycle	Autres			
Écoles publiques sous tutelle du MEN	17,1	44,0	3,5	16,2	4,4	0,4	14,3	100,0	19 348	
Écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale	3,4	68,6	2,4	5,1	5,2	7,3	8,0	100,0	5 375	
Écoles privées	38,3	38,0	1,6	12,3	3,4	0,5	5,7	100,0	9 152	
Ensemble	20,6	46,3	2,8	13,4	4,3	1,5	11,0	100,0	33 875	

(1) Hors non déclarés.

Présentation

À la rentrée 2007, 207 écoles forment près de 90 800 personnes aux métiers du commerce, de la gestion et de la vente. Les effectifs des écoles de management augmentent de 9,0 % par rapport à l'année 2006. Chaque groupe d'écoles accueille un nombre plus élevé d'étudiants : les effectifs des établissements du groupe I progressent de 6,7 %, ceux du groupe II de 42,6 % et ceux du groupe III de 1,1 %.

Avec 67 500 étudiants, les 79 établissements du groupe I (87 en 2006) constituent le contingent le plus important en termes d'effectifs. Ces écoles recrutent leurs étudiants en premier lieu dans les classes préparatoires aux grandes écoles (22,4 %) puis chez les titulaires du baccalauréat 2007 (20,4 %). Au nombre de 44, les écoles du groupe II comptent 10 400 étudiants. Elles accueillent principalement des bacheliers 2007 (32,9 %), des étudiants provenant de l'université (15,4 %), de STS ou d'IUT (13,1 %).

Alors qu'il comporte le plus grand nombre d'établissements (84), le groupe III forme seulement 14,2 % des étudiants en 2007. Ses écoles intègrent peu d'élèves issus de CPGE (0,5 %) mais accueillent en nombre des titulaires d'un BTS ou d'un DUT (26,5 %) et des bacheliers de l'année (26,0 %).

En 2007-2008, la part des étudiantes en école de commerce se stabilise à 48,1 %. Elles sont majoritaires dans le groupe III avec 51,4 %.

La proportion d'étudiants étrangers augmente et atteint 13,2 % ; elle s'élevait à 12,1 % à la rentrée 2006. C'est dans le groupe I qu'ils sont proportionnellement les moins nombreux (11,9 %).

Définitions

■ **Les écoles de commerce et de gestion** sont des établissements privés ou consulaires. Elles sont au nombre de 207 en 2007 (d'après les listes, arrêtées au 1^{er} septembre 2007, de la Direction générale de l'enseignement supérieur) et sont classées en trois groupes (I, II et III) :

- les écoles du groupe I (79 établissements) sont reconnues par l'État et au moins l'un de leur diplôme est visé par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
- les écoles du groupe II (44 établissements) sont également reconnues par l'État, mais leur diplôme n'est pas visé par le ministère ;
- les écoles du groupe III (84 établissements) ne sont pas reconnues par l'État et leur diplôme n'est pas visé par le ministère.

■ **BTS, DUT.** Brevets de technicien supérieur, diplômes universitaires de technologie.

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **Champ.** Les étudiants en formation initiale en écoles de management en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

Dans les écoles couvertes par le système d'information SISE (soit 93 écoles), sont inscrits en outre 3 700 étudiants en apprentissage et 1 300 en formation continue (financée ou non).

→ Pour en savoir plus

Publications

– Note d'Information, 04.35.

Sources : Enquête n° 26 auprès des établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités. Système d'information SISE.

[1] Évolution des effectifs inscrits en école de commerce, gestion, vente (France métropolitaine + DOM)

	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	1991	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Effectifs	46 128	46 987	51 329	56 303	63 905	70 363	74 680	80 619	83 176	85 092	83 333	90 838
Évolution annuelle en %	-	-0,6	9,2	9,7	13,5	10,1	6,1	8,0	3,2	2,3	-2,1	9,0
Nombre d'écoles	193	227	217	224	230	234	225	228	227	220	219	207

[2] Effectifs selon la catégorie d'établissement en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

Types d'établissement	Nombre d'établissements	Hommes	Femmes	Total	dont % femmes	dont % étrangers	Rappel effectif 2006-2007	Évolution annuelle en % (1)
Groupe I	79	35 180	32 342	67 522	47,9	11,9	63 276	6,7
Groupe II	44	5 705	4 724	10 429	45,3	19,2	7 313	42,6
Groupe III	84	6 265	6 622	12 887	51,4	15,3	12 744	1,1
Total	207	47 150	43 688	90 838	48,1	13,2	83 333	9,0

(1) Sur le champ concernant les groupes, voir page ci-contre.

[3] Niveaux de formation des étudiants à leur entrée dans une école de commerce et gestion en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

Origine	Groupe I		Groupe II		Groupe III		Total		Rappel 2006-2007	Évolution annuelle en %
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%		
Niveau terminale	-	-	-	-	15	0,2	15	0,0	15	0,0
Baccalauréat 2007	5 333	20,4	1 815	32,9	1 686	26,0	8 834	23,1	8 033	10,0
CPGE	5 876	22,4	109	2,0	32	0,5	6 017	15,8	5 541	8,6
BTS-DUT	2 738	10,5	720	13,1	1 719	26,5	5 177	13,6	4 625	11,9
Université	4 242	16,2	848	15,4	1 482	22,9	6 572	17,2	5 388	22,0
École d'ingénieurs	456	1,7	54	1,0	27	0,4	537	1,4	529	1,5
École de commerce	1 305	5,0	377	6,8	228	3,5	1 910	5,0	1 789	6,8
Autre origine (1)	3 882	14,9	1 480	26,9	1 237	19,1	6 599	17,3	3 851	71,4
Non déclarés	2 327	8,9	107	1,9	51	0,8	2 485	6,5	1 810	37,3
Total	26 159	100,0	5 511	100,0	6 476	100,0	38 146	100,0	31 581	20,8

(1) Dont baccalauréat antérieur à 2007.

Présentation

En 2007-2008, 78 100 étudiants sont inscrits en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Les effectifs sont en hausse de 2,5 % par rapport à 2006-2007 et atteignent le niveau le plus haut depuis la réforme de 1995. Cette croissance est sensiblement plus prononcée pour le secteur privé (+ 5,7 %) que pour le secteur public (+ 1,9 %). L'enseignement public assure la formation de 84 % des étudiants inscrits en CPGE.

Le dynamisme des classes scientifiques, perceptible à travers les hausses annuelles consécutives des effectifs depuis la rentrée 2001, se poursuit en 2007-2008 (+ 1,2 %). Parallèlement, le nombre d'inscrits dans la filière littéraire augmente de nouveau (+ 0,8 %). Enfin, l'évolution des effectifs en classes économiques et commerciales est plus importante que l'année précédente (+ 7,2 % contre + 5,7 % en 2006) [1] [2].

33 300 femmes, soit deux élèves sur cinq, sont inscrites en classes préparatoires. En classes littéraires, la prépondérance des filles semble bien implantée : avec trois inscrites sur quatre, elles y sont largement majoritaires. Inversement, dans les préparations scientifiques, les filles sont présentes en faible proportion (30,4 %) alors qu'on est proche de la parité dans les classes économiques et commerciales (55,0 % d'étudiantes). À la rentrée 2007, le nombre d'étudiants entrant en CPGE augmente de 0,9 %. Sur 39 500 nouveaux étudiants inscrits en première année de CPGE, 95,0 % viennent d'obtenir un baccalauréat général, 4,4 % un baccalauréat technologique et 0,5 % proviennent d'autres filières de l'enseignement supérieur. Les bacheliers S sont les plus nombreux (71,6 %). Ils remplissent la presque totalité des classes scientifiques, près de la moitié des classes économiques et un quart des classes littéraires. La proportion de bacheliers L parmi les entrants en CPGE est encore en légère baisse (9,7 % cette année contre 9,9 % à la rentrée 2006). La part des bacheliers ES diminue de 0,1 point cette année.

Définitions

■ **CPGE.** Les classes préparatoires aux grandes écoles constituent des formations de premier cycle de l'enseignement supérieur. Elles se répartissent en trois filières :

- la filière scientifique prépare aux écoles d'ingénieurs, aux Écoles normales supérieures et aux Écoles nationales vétérinaires ;
- la filière économique et commerciale prépare aux Écoles supérieures de commerce et de gestion, aux Écoles normales supérieures et au groupe des Écoles nationales d'économie et de statistiques ;
- la filière littéraire prépare aux Écoles normales supérieures, à l'École nationale des chartes, aux Instituts d'études politiques et au groupe des Écoles nationales d'économie et de statistiques.

■ **Champ.** Les étudiants des établissements publics ou privés, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Notes d'Information, 99.39, 00.18, 01.13, 02.36, 03.29, 04.16, 05.22, 06.23, 07.37.
- Tableaux statistiques, n° 7066.

Sources : Système d'information SCOLARITÉ, système d'information SAFRAN du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

[1] Évolution des effectifs d'étudiants en CPGE (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008
Filière scientifique	44 975	44 373	44 690	45 051	45 385	46 467	47 369	47 772	48 361
Évolution annuelle en %	-2,0	-1,3	0,7	0,8	0,7	2,4	1,9	0,9	1,2
Filière économique et commerciale	15 506	15 778	15 738	16 376	16 127	15 792	16 177	17 092	18 323
Évolution annuelle en %	2,9	1,8	-0,3	4,1	-1,5	-2,1	2,4	5,7	7,2
Filière littéraire	10 374	10 112	10 275	10 588	10 541	10 888	11 244	11 296	11 388
Évolution annuelle en %	-0,5	-2,5	1,6	3,0	-0,4	3,3	3,3	0,5	0,8
Total CPGE	70 855	70 263	70 703	72 015	72 053	73 147	74 790	76 160	78 072
Évolution annuelle en %	-0,7	-0,8	0,6	1,9	0,1	1,5	2,2	1,8	2,5

[2] Effectifs d'élèves en CPGE par année et par sexe en 2007-2008

(France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Public			Privé			Public + Privé			dont filles (%)
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	
Éducation nationale	35 895	28 262	64 157	7 716	4 473	12 189	43 611	32 735	76 346	42,9
Filière scientifique	27 770	12 789	40 559	4 975	1 520	6 495	32 745	14 309	47 054	30,4
Première année	13 409	6 608	20 017	2 553	759	3 312	15 962	7 367	23 329	31,6
Seconde année	14 361	6 181	20 542	2 422	761	3 183	16 783	6 942	23 725	29,3
Filière économique et commerciale	5 713	7 713	13 426	2 413	2 206	4 619	8 126	9 919	18 045	55,0
Première année	3 132	4 202	7 334	1 252	1 183	2 435	4 384	5 385	9 769	55,1
Seconde année	2 581	3 511	6 092	1 161	1 023	2 184	3 742	4 534	8 276	54,8
Filière littéraire	2 412	7 760	10 172	328	747	1 075	2 740	8 507	11 247	75,6
Première année	1 416	4 511	5 927	204	485	689	1 620	4 996	6 616	75,5
Seconde année	996	3 249	4 245	124	262	386	1 120	3 511	4 631	75,8
Autres ministères (1)	1 187	493	1 680	20	26	46	1 207	519	1 726	30,1
Filière scientifique	908	399	1 307	-	-	-	908	399	1 307	30,5
Première année	431	154	585	-	-	-	431	154	585	26,3
Seconde année	477	245	722	-	-	-	477	245	722	33,9
Filière économique et commerciale	186	46	232	20	26	46	206	72	278	25,9
Première année	102	34	136	14	8	22	116	42	158	26,6
Seconde année	84	12	96	6	18	24	90	30	120	25,0
Filière littéraire	93	48	141	-	-	-	93	48	141	34,0
Première année	56	24	80	-	-	-	56	24	80	30,0
Seconde année	37	24	61	-	-	-	37	24	61	39,3
Total CPGE	37 082	28 755	65 837	7 736	4 499	12 235	44 818	33 254	78 072	42,6

(1) Tous ministères, y compris le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

[3] Origine scolaire des élèves entrant en première année de CPGE en 2007-2008 (%)

(France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Bacs généraux			Bacs techno.	Autres origines (1)	Total (en %)	Entrants 2007-2008	Progression annuelle d'entrants
	Terminale S	Terminale ES	Terminale L					
Filière scientifique	95,4	0,0	0,0	4,2	0,4	100,0	23 227	0,1
Filière économique et commerciale	48,2	42,3	0,8	8,2	0,6	100,0	9 626	5,1
Filière littéraire	22,3	20,5	56,5	0,0	0,7	100,0	6 629	-2,0
Total CPGE	71,6	13,7	9,7	4,4	0,5	100,0	39 482	0,9

(1) Université, IUT, vie active, étudiants étrangers et autres.

Présentation

À la rentrée 2007, 230 900 étudiants sont inscrits en section de techniciens supérieurs (STS), diplôme des métiers d'art (DMA) et classe de mises à niveau.

Après une baisse en 2006, l'effectif de ces classes augmente de 1,1 % en 2007. Cette hausse concerne les établissements de tous les ministères de tutelle, excepté le ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Les effectifs du secteur public diminuent de 0,6 % alors que ceux du secteur privé augmentent de 5,1 % [1].

Les établissements publics relevant du ministère de l'Éducation nationale et de celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche comptent 210 800 élèves et forment plus de six étudiants sur dix inscrits en STS. Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (18 000 élèves) forme près de 8 % des étudiants. Cependant, le nombre d'inscrits en STS agricoles ne cesse de diminuer depuis sept ans (soit une chute de 16,9 % entre les rentrées 2001 et 2007) [2].

Depuis plusieurs années déjà, on dénombre autant de femmes que d'hommes en STS et assimilés. Les écoles de l'enseignement public sont moins féminisées que celles du secteur privé (48,0 % contre 55,2 %) car elles offrent plus souvent des formations industrielles, davantage suivies par les garçons. Les formations dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (STS agricoles) ont le taux de féminisation le moins élevé (38,7 %).

Les sections de techniciens supérieurs et assimilés sont particulièrement fréquentées par les bacheliers technologiques : ils représentent 48,7 % des effectifs totaux des entrants alors qu'ils constituent seulement 26,3 % des admis au baccalauréat 2007. Parmi ces bacheliers technologiques, se dégagent plus précisément deux viviers principaux : 41,4 % des bacheliers entrant dans le domaine de la production détiennent un baccalauréat STI, et 37,0 % un baccalauréat STG dans le domaine des services. Deux élèves sur dix entrant en STS et assimilés sont des bacheliers généraux, alors qu'ils sont un peu plus de la moitié des admis au baccalauréat. Les bacheliers professionnels représentent 19,8 % des admis au baccalauréat et 12,3 % des entrants en STS et assimilés [3].

Définitions

■ **STS.** Les sections de techniciens supérieurs sont des classes qui préparent après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS).

■ **Classes de mise à niveau.** Ces classes s'adressent aux étudiants des BTS "Arts appliqués" et "Hôtellerie-restauration".

■ **DMA.** Le diplôme des métiers d'art se prépare en deux ans après le baccalauréat. Il forme des professionnels spécialistes de la conception.

■ **STS et assimilés.** Ces termes désignent les étudiants inscrits en STS, DMA ou classes de mise à niveau.

■ **Champ.** Les étudiants des établissements publics ou privés sous tutelle des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche ou dépendant d'autres ministères, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Notes d'Information, 96.25, 97.20, 98.10, 99.21, 01.03, 01.16, 02.47, 05.33, 05.02, 07.20.
- Tableaux statistiques, n° 7067.

Sources : Système d'information SCOLARITÉ, système d'information SAFRAN du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les sections de techniciens supérieurs (STS)

[1] Évolution des effectifs d'étudiants dans les STS, classes de mise à niveau et DMA (France métropolitaine + DOM)

	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008
Public								
Effectif	166 435	165 464	164 641	163 904	162 170	162 051	159 774	158 848
Évolution annuelle en %	-0,2	-0,6	-0,5	-0,4	-1,1	-0,1	-1,4	-0,6
% par rapport à l'effectif total	69,7	69,8	69,9	70,0	70,4	70,3	70,0	68,8
Privé								
Effectif	72 459	71 360	70 818	70 291	68 105	68 352	68 555	72 029
Évolution annuelle en %	0,6	-1,4	-0,9	-0,7	-3,1	0,4	0,3	5,1
% par rapport à l'effectif total	30,3	30,2	30,1	30,0	29,6	29,7	30,0	31,2
Public + Privé								
Effectif	238 894	236 824	235 459	234 195	230 275	230 403	228 329	230 877
Évolution annuelle en %	0,0	-0,8	-0,6	-0,5	-1,7	0,1	-0,9	1,1
% par rapport à l'effectif total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[2] Effectifs d'élèves (STS, classes de mise à niveau et DMA) par année et par sexe en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

	Public			Privé			Public + Privé			dont filles (%)
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	
Éducation nationale et enseignement supérieur	75 671	71 634	147 305	27 370	36 101	63 471	103 041	107 735	210 776	51,1
Classes de mise à niveau	516	1 623	2 139	824	1 614	2 438	1 340	3 237	4 577	70,7
STS en 1, 2 et 3 ans	74 862	69 480	144 342	26 401	34 403	60 804	101 263	103 883	205 146	50,6
DMA en 1 et 2 ans	293	531	824	145	84	229	438	615	1 053	58,4
Agriculture	6 978	4 565	11 543	4 032	2 397	6 429	11 010	6 962	17 972	38,7
STS en 1, 2 et 3 ans	6 978	4 565	11 543	4 032	2 397	6 429	11 010	6 962	17 972	38,7
Autres ministères	-	-	-	847	1 282	2 129	847	1 282	2 129	60,2
Classes de mise à niveau	-	-	-	96	228	324	96	228	324	70,4
STS en 1, 2 et 3 ans	-	-	-	723	1 030	1 753	723	1 030	1 753	58,8
DMA en 1 et 2 ans	-	-	-	28	24	52	28	24	52	46,2
Total STS et assimilés	82 649	76 199	158 848	32 249	39 780	72 029	114 898	115 979	230 877	50,2

[3] Origine scolaire des élèves entrant en première année de STS, DMA et classes de mise à niveau en 2007-2008 (%) (France métropolitaine + DOM)

	Bacs généraux			Bacs technologiques			Bacs pro	Autres origines (1)	Entrants 2007 2008	Progression annuelle des entrants (%)	
	Term. S	Term. ES	Term. L	Term. STI	Term. STG	Autres					
Domaines professionnels											
disciplinaires (lettres et arts)	0,0	0,0	0,0	21,8	0,0	0,0	1,8	76,4	100,0	55	44,7 (2)
de la production	10,0	1,4	2,6	41,4	1,1	12,3	13,6	17,5	100,0	41 959	3,5
des services	5,9	11,5	5,1	2,4	37,0	5,9	11,7	20,4	100,0	77 436	1,3
Total	7,3	8,0	4,2	16,1	24,4	8,2	12,3	19,4	100,0	119 450	2,1

(1) Brevet de technicien, université, IUT, vie active, étudiants étrangers et autres.

(2) L'augmentation annuelle de 44,7 % des entrants dans les spécialités disciplinaires correspond à une hausse d'effectif de 17 étudiants.

Présentation

À la rentrée 2007, 230 900 étudiants sont inscrits en section de techniciens supérieurs (STS), diplôme des métiers d'art (DMA) ou en classe de mises à niveau.

Un tiers des étudiants sont en spécialités de production. Dans ce domaine, un étudiant sur sept est inscrit en "Électricité, électronique". Dans les spécialités des services, les formations de "Commerce, vente" et "Comptabilité gestion" regroupent la moitié des étudiants.

Les établissements publics forment 69 % des étudiants avec une part plus élevée dans les spécialités de production (79 %) que dans les spécialités des services (63 %).

La formation "Musique, arts du spectacle", seule formation disciplinaire, compte 114 étudiants.

Les spécialités des services sont plus féminisées que les spécialités de production (64 % et 23 % respectivement). Les formations "Coiffure, esthétique, autres spécialités des services aux personnes", "Travail social" et "Secrétariat, bureautique" sont presque exclusivement composées de filles alors que les spécialités "Technologies de commandes des transformations industrielles", "Énergie, génie climatique", "Moteur et mécanique auto", "Structure métallique" et "Électricité, électronique" sont en situation inverse.

Définitions

■ **STS.** Les sections de techniciens supérieurs sont des classes qui préparent après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS).

■ **Classes de mise à niveau.** Ces classes s'adressent aux étudiants des BTS "Arts appliqués" et "Hôtellerie-restauration".

■ **DMA.** Le diplôme des métiers d'art se prépare en deux ans après le baccalauréat. Il forme des professionnels spécialistes de la conception.

■ **STS et assimilés.** Ces termes désignent les étudiants inscrits en STS, DMA ou classes de mise à niveau.

■ **Champ.** Les étudiants des établissements publics ou privés sous tutelle des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche ou dépendant d'autres ministères, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Notes d'Information, 96.25, 97.20, 98.10, 99.21, 01.03, 01.16, 02.47, 05.33, 05.02, 07.20.
- Tableaux statistiques, n° 7067.

Sources : Système d'information SCOLARITÉ, système d'information SAFRAN du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

[1] Répartition des élèves inscrits en STS, classes de mise à niveau ou DMA en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

	Groupes de spécialités de formation	Effectifs	%	Part du Privé (%)	Part des filles (%)
133	Musique, arts du spectacle	114	.	55	47
	Total des spécialités disciplinaires	114	.	55	47
200	Technologies industrielles fondamentales	10 460	5	29	34
201	Technologies de commandes des transformations industrielles	13 017	6	16	3
210	Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	5 334	2	45	27
211	Productions végétales, cultures spécialisées, protection des cultures	2 655	1	27	35
212	Productions animales, élevages spécialisés, soins aux animaux	1 670	1	31	50
213	Forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche	2 485	1	34	35
214	Aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, terrains de sport	1 715	1	33	29
220	Spécialités pluritechnologiques des transformations	359	.	27	22
221	Agroalimentaire, alimentation, cuisine	3 867	2	22	61
222	Transformations chimiques et apparentées	3 229	1	30	64
223	Métallurgie	1 024	.	6	15
224	Matériaux de construction, verre, céramique	77	.	-	70
225	Plasturgie, matériaux composites	487	.	-	9
226	Papier, carton	53	.	-	11
227	Énergie, génie climatique	1 896	1	10	2
230	Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	4 563	2	22	35
231	Mines et carrières, génie civil, topographie	1 757	1	13	11
232	Bâtiment : construction et couverture	239	.	-	12
233	Bâtiment : finitions	304	.	9	41
234	Travail du bois et de l'ameublement	1 025	.	10	7
240	Spécialités pluritechnologiques des matériaux souples	1 031	.	7	95
241	Textile	239	.	2	92
242	Habillement	702	.	34	92
250	Spécialités pluritechnologiques en mécanique-électricité	5 285	2	11	6
251	Mécanique générale et de précision, usinage	20	.	-	30
252	Moteurs et mécanique auto	2 200	1	15	2
253	Mécanique aéronautique et spatiale	170	.	26	6
254	Structures métalliques	1 458	1	5	3
255	Électricité, électronique	11 575	5	12	4
	Total des spécialités de production	78 896	34	21	23
311	Transport, manutention, magasinage	1 715	1	25	36
312	Commerce, vente	41 016	18	35	56
313	Finances, banque, assurances	6 504	3	38	65
314	Comptabilité, gestion	31 834	14	29	63
320	Spécialités plurivalentes de la communication	5 553	2	63	75
321	Journalisme et communication	227	.	-	85
322	Techniques de l'imprimerie et de l'édition	829	.	6	50
323	Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle	4 340	2	44	51
324	Secrétariat, bureautique	15 533	7	22	95
326	Informatique, traitement de l'information, transmission des données	8 950	4	35	11
330	Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	887	.	37	81
331	Santé	9 221	4	53	72
332	Travail social	6 612	3	52	97
334	Accueil, hôtellerie, tourisme	14 520	6	39	72
336	Coiffure, esthétique, autres spécialités des services aux personnes	2 648	1	82	99
343	Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	1 478	1	32	35
	Total des spécialités des services	151 867	66	37	64
	Ensemble des spécialités	230 877	100	31	50

Lecture : 66 % des étudiants en STS, DMA ou classes de mise à niveau sont inscrits dans le secteur des services. Les établissements privés scolarisent 37 % d'entre eux. Les filles représentent 64 % des étudiants formés dans cette spécialité.

L'utilisation du point (.) représente un pourcentage inférieur à 1 ; l'utilisation du tiret (-) rend compte d'une valeur nulle.

Présentation

À la rentrée 2007, 71 000 étudiants et stagiaires sont inscrits dans les IUFM de France métropolitaine, des DOM et des COM. Les effectifs en IUFM diminuent à nouveau (- 5 %), mais dans une moindre proportion qu'en 2006. En première année (année préparatoire), la baisse du nombre d'étudiants, amorcée en 2005, s'accroît (- 8 %). Après une diminution en 2006, les effectifs de stagiaires (seconde année ou année de formation) se stabilisent (- 1 %).

En première année, la baisse du nombre d'étudiants du second degré se poursuit et s'accroît (- 13 % contre - 8 % en 2006). Les effectifs d'étudiants du premier degré se stabilisent en 2007.

En seconde année, la diminution des stagiaires du second degré ralentit (- 4 % contre - 20 % en 2006). Les stagiaires du premier degré sont plus nombreux (+ 2 % après quatre années de baisse dont le maximum :- 15 %, a été atteint en 2006) [1]. Sept étudiants ou stagiaires sur dix sont des femmes. Elles représentent 81 % des étudiants et stagiaires du premier degré et 63 % du second degré.

À la rentrée 2007, les formations destinées aux professeurs titulaires en vue de leur spécialisation voient leurs effectifs diminuer (- 5 %). Cette baisse concerne uniquement les professeurs du premier degré préparant le CAPSAIS (- 59 %). Cette formation est remplacée progressivement par le CAPA-SH dont les effectifs augmentent de 2 %.

La répartition des effectifs au sein des IUFM met en évidence un engouement plus grand pour le professorat du second degré (58 % de l'effectif de première année). Pour la première fois parmi les étudiants de première année, la proportion d'étudiants préparant le professorat des écoles est identique à celle des étudiants préparant le CAPES. Dans dix IUFM, plus de six étudiants de première année sur dix préparent un concours du second degré. Onze IUFM privilégient les préparations au CAPES. En Île-de-France, à l'IUFM de Paris, celles-ci représentent 80 % des effectifs de première année alors que dans l'IUFM de Versailles, ce sont les préparations au professorat des écoles qui concernent le plus d'étudiants (63 %). Dans les DOM-COM, ces dernières sont également importantes, à l'exception de La Réunion [2].

Définitions

■ **Instituts de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré, du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ Types de préparation.

Concours du premier degré :

- CRPE : concours de recrutement des professeurs des écoles ;
- CAPSAIS : certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaire ;
- CAPA-SH : certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap.

Concours du second degré :

- CAPES : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré ;
- CAPEPS : certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;
- CAPET : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique ;
- CAPLP : certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel ;
- CAFEP : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement privé ;
- CPE : conseiller principal d'éducation ;
- 2CA-SH : certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap.

■ Niveaux de scolarité.

Sont comptabilisés en :

première année (année préparatoire) :

- les étudiants de première année préparant un concours d'enseignement ;
- les étudiants de seconde année du cycle préparatoire au CAPLP ;
- les étudiants du cycle préparatoire au second concours interne de professeur des écoles.

seconde année (année de formation) :

- les professeurs stagiaires ayant réussi les concours : CRPE, CAPES, CAPEPS, CAPET, CAPLP, CAFEP, et CPE ;
- les formations spécialisées des professeurs titulaires : CAPSAIS, CAPA-SH, 2CA-SH ;
- les psychologues scolaires ne sont plus recensés dans SISE depuis 2005-2006 (12 étudiants en 2004).

→ Pour en savoir plus

Publications

- Notes d'Information, 01.45, 02.56, 03.54, 04.32, 05.34, 07.07.

Sources : Système d'information SISE (IUFM).

[1] Évolution des effectifs des IUFM depuis 1991-1992 (France entière)

	1991 1992 (1)	1995 1996 (3)	2005 2006 (4)	2006 2007 (4)	2007 2008 (4)	2007-2008 dont (5)	
						hommes	femmes
1 ^{re} année 1 ^{er} degré	6 973	14 415	18 696	19 067	18 999	3 789	15 210
Évolution annuelle (%)				2 %	0 %		
2 ^{nde} année 1 ^{er} degré hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	15 168	13 028	16 255	13 844	14 127	2 667	11 460
Évolution annuelle (%)				- 6 %	2 %		
2 ^{nde} année 1 ^{er} degré y compris form. spéc. professeurs titulaires (1)			17 647	15 241	15 445	3 026	12 419
Total 1^{er} degré hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	22 141	27 443	34 951	32 911	33 126	6 456	26 670
Évolution annuelle (%)				- 6 %	1 %	19 %	81 %
1 ^{re} année du 2 nd degré	21 553	44 232	32 095	29 479	25 774	9 322	16 452
Évolution annuelle (%)				- 8 %	- 13 %		
2 ^{nde} année 2 nd degré hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	12 087	14 512	13 445	10 703	10 235	3 868	6 367
Évolution annuelle (%)				- 20 %	- 4 %		
2 ^{nde} année 1 ^{er} degré y compris form. spéc. professeurs titulaires (1)			13 565	10 869	10 402	3 915	6 487
Total 2nd année hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	33 640	58 744	45 540	40 182	36 009	13 190	22 819
Évolution annuelle (%)				- 12 %	- 10 %	37 %	63 %
Total 1^{re} année	28 526	58 647	50 791	48 546	44 773	13 111	31 662
Évolution annuelle (%)				- 4 %	- 8 %	29 %	71 %
Total 2nd année hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	27 255	27 540	29 700	24 547	24 362	6 535	17 827
Évolution annuelle (%)				- 17 %	- 1 %	27 %	73 %
Total hors form. spéc. professeurs titulaires (1)	55 781	86 187	80 491	73 093	69 135	19 646	49 489
Évolution annuelle (%)				- 9 %	- 5 %	28 %	72 %
Total y compris form. spéc. professeurs titulaires (1)			82 003	74 656	70 620	20 052	50 568
Évolution annuelle (%)				- 9 %	- 5 %	28 %	72 %

(1) Voir rubrique "Définitions" ci-contre. (2) Sources : enquête DGES à laquelle ont été retranchés les élèves-instituteurs en formation professionnelle spécifique à temps partiel. (3) Sources : enquête DEPP n° 54. (4) Sources : enquête DEPP SISE. (5) % d'hommes/de femmes par rapport à l'effectif total.

[2] Répartition des effectifs par IUFM en 2007-2008 (y compris spécialisation des professeurs titulaires des premier et second degrés)

1 ^{er} degré	Première année (préparatoire)				Total 1 ^{re} année	Seconde année (de formation)			Total 2 nd année	Effectifs totaux	
	Total	dont CAPES	dont CAPET	dont CAFEP		1 ^{er} degré	2 nd degré	dont CAFEP			
Aix-Marseille	919	1 319	943	53	2 238	465	465		930	3 168	
Amiens	652	450	308	13	1 102	575	323	2	898	2 000	
Besançon	422	491	288	38	913	235	212	7	447	1 360	
Bordeaux	759	1 342	1 060	29	2 101	577	498	58	1 075	3 176	
Caen	436	538	404	26	974	245	187	15	432	1 406	
Clermont-Ferrand	352	476	319	19	828	224	260	10	484	1 312	
Corse	117	82	68		199	37	22		59	258	
Dijon	347	618	415	29	965	327	231	11	558	1 523	
Grenoble	470	663	556	18	1 133	709	378	1	1 087	2 220	
Lille	2 077	2 224	1 656	84	4 301	1 098	648	56	1 746	6 047	
Limoges	206	318	253	5	524	100	103		203	727	
Lyon	794	1 825	1 205	48	2 619	776	587	69	1 363	3 982	
Montpellier	719	1 124	768	40	1 843	502	413	33	915	2 758	
Nancy-Metz	668	945	670	38	1 613	602	436	13	1 038	2 651	
Nantes	767	980	660	26	1 747	561	532	114	1 093	2 840	
Nice	643	634	518	25	1 277	376	265	24	641	1 918	
Orléans-Tours	792	629	520	22	1 421	596	421	20	1 017	2 438	
Poitiers	511	535	371	9	1 046	321	287	5	608	1 654	
Reims	540	391	260	13	931	289	292	7	581	1 512	
Rennes	623	1 279	1 007	38	2 220	1 902	340	72	686	2 588	
Rouen	518	585	430	13	1 103	443	328	11	771	1 874	
Strasbourg	489	833	645	35	1 322	417	412	191	829	2 151	
Toulouse	566	1 195	781	67	1 761	505	547	51	1 052	2 813	
Total province	14 387	19 476	14 105	662	33 863	10 320	8 193	770	18 513	52 376	
Paris	483	3 031	2 811	61	234	3 514	523	343	57	866	4 380
Créteil	828	855	515	42	1 683	1 825	804		2 629	4 312	
Versailles	2 258	1 300	794	71	3 558	2 037	848	71	2 885	6 443	
Total Île-de-France	3 569	5 186	4 120	174	8 755	4 385	1 995	128	6 380	15 135	
Total France métro.	17 956	24 662	18 225	836	42 618	14 705	10 188	898	24 893	67 511	
Guadeloupe	209	133	76		342	137	16		153	495	
Guyane	200	43	24	13	243	217	5		222	465	
La Réunion	239	486	280	25	725	217	137		354	1 079	
Martinique	184	218	174		402	122	26		148	550	
Total DOM	832	880	554	38	1 712	693	184		877	2 589	
Total France métro.											
+ DOM	18 788	25 542	18 779	874	1 863	44 330	15 398	1 032	898	70 100	
Pacifique	211	232	187	15	443	47	30			443	
Total France entière	18 999	25 774	18 966	889	1 863	44 773	15 445	10 402	898	70 620	

Présentation

En France métropolitaine et dans les DOM, l'origine sociale des étudiants français évolue très peu d'une année sur l'autre : les étudiants des catégories sociales les plus favorisées continuent à être fortement surreprésentés au détriment de ceux de catégories sociales plus modestes : toutes formations confondues, 30,1 % des étudiants ont des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale, 10,8 % sont enfants d'ouvriers [1]. Par rapport à l'ensemble de la nation, les proportions sont inversées. La sous-représentation des enfants d'inactifs et de retraités chez les étudiants provient en partie de la structure par âge de cette population dont, pour la majorité, les parents n'ont pas encore l'âge de la retraite.

Ce constat global est néanmoins très contrasté selon le type de formation. La part des enfants de cadres est très forte en classes préparatoires, dans les INP et les ENS où elle dépasse 45 %. Ils sont peu nombreux en formations comptables et en STS (moins de 15 %). À l'inverse, les enfants d'ouvriers sont très peu présents dans les classes préparatoires, INP et ENS ; moins de 5 %, alors qu'au niveau national les enfants d'ouvriers représentent 10,8 % de la population.

Les enfants de professions intermédiaires et d'employés présentent un profil plus homogène, malgré une légère surreprésentation en IUT, STS, écoles paramédicales et sociales. Cette surreprésentation dans ces filières est fortement accentuée pour les étudiants dont le chef de famille est inactif ou ouvrier. Parmi les étudiants inscrits en STS, 20,3 % de leurs parents sont ouvriers et 14 % sont inactifs.

L'université est caractéristique de la composition de la population étudiante française. Les cadres représentent près du tiers des effectifs alors que les catégories défavorisées y sont bien moins présentes que dans le reste de la population. Cependant, selon les filières, les répartitions ne sont pas homogènes ; dans la filière Santé, les enfants de cadres supérieurs sont les plus nombreux : 43,5 % des effectifs, contre 5 % pour les enfants d'ouvriers [2]. Dans les filières Économie et Lettres, Sciences humaines et Langues, les enfants de cadres sont moins représentés (27 %) au profit de ceux de professions intermédiaires, d'ouvriers et de retraités, inactifs (presque 40 %).

Dans les filières CPGE et STS sous tutelle du ministère de l'Agriculture, les enfants d'agriculteurs sont bien mieux représentés : 12,0 % et 22,8 % des jeunes inscrits dans ces filières en 2007-2008, contre respectivement 1,9 % et 2,4 % dans les établissements sous tutelle des autres ministères.

À la rentrée 2007, la poursuite d'études longues à l'université est plus encore le fait de jeunes dont les parents sont cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale : leur part passe de 29,0 % en cursus licence à 38,6 % en cursus doctorat. Inversement, alors que les enfants d'ouvriers représentent 12,0 % des étudiants inscrits à l'université en cursus L, cette part est de 4,4 % en cursus D [3].

Définitions

■ **Professions et catégories sociales (PCS).** Nomenclature des professions et catégories sociales de l'INSEE de 1989. Pour le tableau [1], les agriculteurs exploitants ont été intégrés aux artisans, commerçants, chefs d'entreprises du fait de la faiblesse de leurs effectifs.

■ **Universités.** Ensemble des UFR (les universités, établissements publics d'enseignement, sont organisées en unités de formation et de recherche [UFR]).

■ **STS et CPGE.** Sont incluses dans le tableau [1] les sections de techniciens supérieurs (STS) et les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) publiques et privées sous contrat, quel que soit le ministère de tutelle.

■ **Autres enseignements du tableau [1].** Formations autres que les universités, les STS et les CPGE. Voir 6.1 et 6.2.

■ **Formations du tableau [1].** Voir 6.1 et 6.2.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Note d'Information, 07.02.
- Tableaux statistiques, n° 7054.

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires sociales et de la Culture.

[1] Répartition en 2007 des étudiants français selon la PCS du chef de famille (%) France métropolitaine + DOM)

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Non renseignés
Universités	8,6	32,2	14,6	13,3	10,1	11,7	9,5
Disciplines générales et de santé	8,4	32,6	14,3	13,0	9,7	12,0	10,1
IUT	11,0	27,8	18,0	16,7	14,5	8,4	3,6
Grands établissements	9,1	47,1	8,9	7,0	3,4	12,1	12,4
IUFM	8,4	25,4	15,5	12,7	11,1	14,0	12,9
STS	12,1	15,0	15,6	18,2	20,3	14,0	4,9
CPGE	9,7	50,4	13,9	10,2	5,1	7,3	3,5
Formations comptables non universitaires	11,5	14,2	16,1	17,2	21,9	13,1	6,0
Université de technologie et INP	9,8	48,3	16,0	8,2	6,3	7,7	3,7
Autres formations d'ingénieurs non universitaires (1)	17,1	39,8	11,3	6,6	3,5	5,0	16,7
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	12,7	35,6	8,7	6,0	2,1	4,6	30,4
Établissements d'enseignement universitaire privés	13,9	31,5	8,0	5,4	4,3	9,1	27,9
Écoles normales supérieures	7,7	48,7	9,3	5,5	3,1	6,0	19,6
Écoles supérieures artistiques et culturelles (2)	10,5	24,3	8,5	7,9	2,5	4,8	41,4
Écoles paramédicales et sociales	11,8	18,8	12,0	18,9	17,6	2,1	18,7
Autres écoles et formations (3)	11,8	23,5	11,4	9,9	6,6	7,3	29,5
Total	9,9	30,1	13,9	13,2	10,8	10,5	11,7
Population française (4)	8	11	16	11	25	29	

(1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. (2) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication. (3) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, autres écoles dépendant d'autres ministères, ...). (4) Source INSEE : recensement de la population 1999.

Remarque - Les données concernant les établissements d'enseignement universitaire privés, les Écoles normales supérieures, des grands établissements et des Écoles supérieures artistiques et culturelles sont celles de 2006. Pour les formations comptables non universitaires, les autres formations d'ingénieurs non universitaires, les écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité ainsi que les autres écoles et formations, les données sont celles de 2004.

[2] Origine socioprofessionnelle des étudiants français dans les universités et IUT en 2007-2008 (%) (France métropolitaine + DOM)

	Droit	Économie	Lettres	Sciences	Santé	IUT	Université (1) avec IUT
Agriculteurs	1,6	2,1	1,6	2,2	1,6	2,8	1,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,1	8,0	6,0	6,2	5,9	8,2	6,7
Professions libérales, cadres supérieurs	36,9	27,6	27,0	33,2	43,5	27,8	32,2
Professions intermédiaires	11,6	11,7	15,2	16,2	14,1	18,0	14,6
Employés	13,3	14,0	14,5	13,2	8,2	16,7	13,3
Ouvriers	8,4	11,7	10,9	10,6	5,3	14,5	10,1
Retraités, inactifs	12,6	14,1	14,5	10,2	7,1	8,4	11,7
Non renseigné	7,3	10,7	9,9	7,9	14,3	3,6	9,5
Effectifs	179 125	174 503	420 149	282 884	190 866	116 223	1 363 750

(1) Ne comprend pas les grands établissements.

[3] Origine socioprofessionnelle des étudiants français dans les universités, hors IUT, par sexe et par cursus LMD en 2007-2008 (%) (France métropolitaine + DOM)

	Cursus licence			Cursus master			Cursus doctorat			Ensemble	
	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes
Agriculteurs	1,7	2,2	2,0	1,5	2,0	1,9	1,2	1,2	1,2	1,6	2,1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,1	7,3	7,2	5,8	6,2	6,0	4,3	4,8	4,6	6,6	6,9
Professions libérales, cadres supérieurs	31,2	27,4	29,0	39,0	36,7	36,9	38,7	38,4	38,6	34,0	30,8
Professions intermédiaires	15,5	15,0	15,2	13,8	13,8	13,5	11,1	11,2	11,1	14,8	14,5
Employés	14,6	15,6	15,2	9,9	10,3	10,1	7,2	7,6	7,4	12,8	13,7
Ouvriers	11,2	12,6	12,0	6,8	7,0	6,7	4,3	4,4	4,4	9,5	10,5
Retraités, inactifs	11,0	12,0	11,6	11,4	11,5	11,9	15,2	15,4	15,3	11,3	12,0
Indéterminé	7,6	7,8	7,7	11,7	12,5	13,0	18,0	16,9	17,5	9,4	9,6
Effectifs	323 841	442 980	766 821	163 078	220 312	383 390	22 218	20 274	42 492	509 137	683 566

Présentation

Le nombre d'étudiants étrangers en France métropolitaine et dans les DOM a connu un essor considérable depuis la fin des années 1990. Entre 1998 et 2005, il a progressé de 74,8 %. En 2006, les effectifs d'étudiants ont baissé. C'est aussi le cas en 2007 : ils sont 260 600, contre 263 100 en 2006, soit une baisse de 1,0 %. Au final, du fait de la diminution du nombre d'étudiants français, la part des étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur reste du même ordre (11,7 %).

C'est dans les disciplines générales et de santé à l'université, ainsi que dans les INP et les universités de technologie que cette proportion est la plus forte (15,9 %, 17,1 % et 21,5 %). Si les étrangers continuent à être de plus en plus nombreux dans les universités de technologie, ils sont moins nombreux dans les universités en 2007, qu'en 2006 (- 1,8 %).

À l'université (y compris IUT), les étudiants étrangers représentent 15,0 % des inscrits. Cette proportion augmente fortement avec le cursus : ils représentent 10,5 % des inscriptions en cursus licence, 19,9 % en cursus master et 38,9 % en cursus doctorat. Parmi eux, la part de non-bacheliers augmente avec le degré d'études de la formation universitaire : elle est de 70,7 % en cursus licence, 82,9 % en cursus master et 86,6 % en cursus doctorat.

Près de un étudiant étranger sur cinq est originaire de l'Union européenne (18,6 %), près de un sur deux est originaire d'Afrique (47,5 %) et un sur cinq (21,7 %) est asiatique. L'origine géographique varie avec le degré d'études de la formation à l'université. Ainsi, on constate une plus forte représentation des étudiants originaires d'Asie en cursus doctorat, où ils représentent plus de 27 % des étudiants étrangers inscrits, contre respectivement 20,3 % et 21,6 % en cursus licence et master. Les étudiants africains représentent à l'université près de un étudiant étranger sur deux. Leur part est moins élevée en cursus doctorat (41,1 %) qu'en cursus licence (46,3 %) et master (50,5 %).

Les parts des étudiants étrangers en IUFM, écoles paramédicales et sociales, en formations comptables non universitaires, en IUT, en STS et en CPGE sont faibles (entre 1 % et 6 %). Le nombre d'étudiants étrangers en STS et en CPGE a diminué respectivement de 14,1 % et de 10,0 %. Comme les effectifs totaux des CPGE sont en hausse (+ 2,5 %), la proportion d'étrangers dans ces formations baisse pour la seconde année consécutive : + 2,8 %, après + 3,1 % en 2006. La proportion des étudiants étrangers dans les STS est de 2,4 % en 2007, contre 2,9 % en 2006.

→ Pour en savoir plus

Publications

– Note d'information, 07.02.

– Tableaux statistiques, n° 7054.

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires sociales et de la Culture.

Définitions

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les universités publiques et le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.).

■ **Étudiants étrangers.** Sont pris en compte dans les différentes enquêtes de recensement des étudiants inscrits en France, ceux se déclarant de nationalité étrangère, ce qui inclut ceux ayant effectué leur scolarité du secondaire dans le système scolaire français. Il est possible de distinguer ceux n'étant pas titulaires d'un baccalauréat à l'université, mais pas dans les autres filières du supérieur.

■ **Filières de l'enseignement supérieur.** Voir définitions en 6.1 et 6.2.

■ **Non-bacheliers.** En ce qui concerne les étudiants étrangers, cela indique que ces étudiants n'ont pas obtenu un baccalauréat français, mais un titre étranger admis nationalement en équivalence du baccalauréat.

[1] Répartition des étudiants de nationalité étrangère dans les universités par origine et cursus en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

	Cursus licence		Cursus master		Cursus doctorat		Total	
	Total	dont % non-bacheliers	Total	dont % non-bacheliers	Total	dont % non-bacheliers	Total	dont % non-bacheliers
Union européenne (UE)	17 963	73,2	15 347	83,9	4 720	87,7	38 030	79,3
Europe hors UE	4 793	72,9	3 320	83,2	937	89,3	9 050	78,4
Afrique	41 342	62,8	44 998	79,1	10 638	82,3	96 978	72,5
Amérique	6 750	74,3	6 172	86,9	2 492	89,3	15 414	81,8
Asie	18 083	84,0	19 234	89,7	7 013	90,8	44 330	87,6
Océanie	251	88,0	78	83,3	40	85,0	369	86,7
Apatrides ou non déclarés	63	19,0	43	53,5	13	100,0	119	40,3
Ensemble	89 245	70,7	89 192	82,9	25 853	86,6	204 290	78,0
En % du nombre d'étudiants	10,5		19,9		38,9		15,0	

[2] Évolution du nombre d'étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur (France métropolitaine + DOM)

	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007	2007
	1991	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008 (6)	
Universités	131 901	137 559	154 749	174 864	194 194	202 836	209 523	208 007	204 290	15,0	
Disciplines générales et de santé	128 843	132 340	148 722	168 420	187 602	196 290	202 933	201 838	198 013	15,9	
Dont : formations d'ingénieurs universitaires (1)	490	1 201	1 454	1 782	2 142	2 653	2 879	3 271	3 533	13,4	
IUT	3 058	5 219	6 027	6 444	6 592	6 546	6 590	6 169	6 277	5,4	
IUFM		477	408	408	510	712	752	833	777	1,1	
STS (2)	5 969	8 280	8 760	9 693	9 625	8 746	8 134	6 514	5 593	2,4	
CPGE	1 310	2 166	2 587	2 955	2 806	2 822	2 961	2 392	2 153	2,8	
Formations comptables non universitaires	234	385	415	435	457	609	461	404	351	4,5	
Université de technologie	477	410	586	841	1 043	1 095	1 337	1 508	1 709	21,5	
Dont : formations d'ingénieurs	98	142	192	285	422	547	735	891	1 036	19,0	
INP	1 661	1 683	1 896	2 040	2 311	2 204	2 308	2 297	1 322	17,1	
Dont : formations d'ingénieurs (1)	372	788	854	902	1 095	1 091	1 195	1 145	599	10,0	
Autres formations d'ingénieurs non universitaires (1)	1 789	3 342	4 072	4 503	5 409	6 138	6 748	7 151	7 653	10,8	
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	2 519	6 273	7 457	8 408	9 983	9 944	11 047	10 570	12 538	13,1	
Écoles supérieures artistiques et culturelles (3)	5 328	5 303	6 146	6 721	7 457	7 762	8 459	8 606	7 972	12,9	
Écoles paramédicales et sociales (4)	1 289	678	1 321	1 442	1 064	1 231	1 823	1 791	1 791	1,4	
Autres écoles et formations (5)	8 671	8 001	8 351	9 161	9 476	11 486	12 157	13 021	14 447	14,1	
France métropolitaine + DOM	161 148	174 557	196 748	221 471	244 335	255 585	265 710	263 094	260 596	11,7	
En % du nombre total d'étudiants	9,4	8,1	9,1	10,0	10,8	11,3	11,6	11,7	11,7		

(1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

(2) Y compris post-BTS et DSAA en 1990-1991.

(3) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication.

(4) Estimation pour 2001-2002, données 2006 en 2007.

(5) Groupe non homogène.

(6) En % du nombre total d'étudiants.

Présentation

Dans l'enseignement supérieur français (hors formations paramédicales, sociales et établissements dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), près d'un étudiant étranger sur deux est issu du continent africain : 27 % d'entre eux viennent du Maghreb et 20 % du reste de l'Afrique. Un quart est issu d'Europe, dont 16 % de l'Union européenne. Enfin, 22 % sont originaires d'Asie, du Moyen-Orient, ou d'Océanie.

Le Maroc constitue la nationalité la plus représentée parmi les étudiants étrangers en France en 2006 (32 000 personnes). Néanmoins, le nombre d'étudiants marocains a baissé de 6,7 % par rapport à 2005. Le nombre de Chinois est depuis plusieurs années en forte croissance. En 2006, leur effectif a progressé de 8,5 %, et pour la première fois, les Chinois sont plus nombreux que les Algériens et constituent le deuxième contingent d'étudiants étrangers en France (22 452, contre 22 346 Algériens, dont les effectifs ont baissé de 7,0 % cette année). Les étudiants italiens sont également plus nombreux en France cette année (+ 6,4 %).

Les étudiants africains et maghrébins (hors Maroc et Tunisie) sont fortement concentrés dans les universités (hors IUT et formations d'ingénieurs) : entre 81 % et 89 % selon la nationalité, contre 76 % en moyenne pour l'ensemble des étudiants étrangers. Les Marocains, quant à eux, sont, en proportion, moins nombreux à l'université (67 %) mais plus présents en formations d'ingénieurs non universitaires (7 % contre 1 % en moyenne), en CPGE (3 % contre 1 %) et en IUT (5 % contre 2 %). La répartition des étudiants chinois dans les différentes formations est proche de la distribution de l'ensemble des étrangers. Ils sont tout de même assez nombreux dans les écoles d'ingénieurs non universitaires (5 %). Les autres étudiants asiatiques ont une forte propension à opter pour des formations artistiques ou culturelles (14 % contre 3 % en moyenne).

Avvertissement : Les questions relatives à la nationalité des étudiants ne sont pas posées tous les ans dans toutes les enquêtes. Ainsi, 2006 est la dernière année de réalisation d'une enquête complète sur la nationalité des étudiants dans l'ensemble de l'enseignement supérieur. Cette double page reprend donc les statistiques de 2006.

→ Pour en savoir plus

Sources : Système d'information SISE, enquêtes menées par la DEPP sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, les STS et CPGE, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

Définitions

■ **Le supérieur.** Depuis 2001-2002, le champ du supérieur a été modifié. Ont été ajoutés :

- les formations d'ingénieurs en partenariat, créées à la rentrée 1991 sous le nom de "nouvelles formations d'ingénieurs (NFI)";
- les masters des écoles d'ingénieurs, repérés depuis 1994, qui sont classés au sein de la rubrique "autres écoles et formations" ;
- à partir de 1994, certaines formations diverses post-bac ou post-niveau IV dispensées au sein des lycées et des établissements d'enseignement supérieur privés, qui sont également classées au sein des "autres écoles et formations" ;
- les effectifs des diplômés post-secondaires de niveau IV du secteur social.

Enfin, sur les cinq dernières années, a été effectué un travail de repérage des doubles recensements de certaines formations paramédicales et sociales.

Au total, le changement de définition a augmenté les effectifs de près de 11 000 sur la rentrée 2001.

■ **Universités.** Voir définition en 6.2.

■ **Grands établissements.** Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'INALCO, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du Globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Paris IX.

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés comprennent les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST).

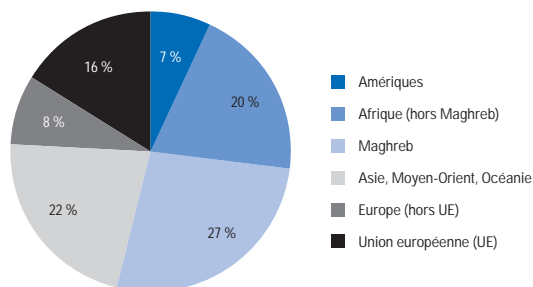
■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post-BTS et le DSAA sont désormais classés en "autres écoles et formations".

■ **Formations comptables.** Regroupent le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), le diplôme d'études comptables et financières (DECF) et le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Voir définition en 6.2.

[1] Répartition des étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur par origine en 2006-2007



[2] Orientation des étudiants étrangers selon leur pays d'origine en 2006-2007 (1) (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

Origine	Universités hors IUT et ingénieurs	IUT	Formations d'ingénieurs des universités	Formations d'ingénieurs autres hors université (2)	STS et assimilés	CPGE	Écoles de commerce, gestion et comptabilité
Allemagne	75%	2%	1%	4%	0%	0%	8%
Italie	74%	1%	0%	3%	1%	0%	5%
Autres Union européenne (UE)	76%	2%	1%	3%	2%	0%	5%
Europe hors UE	81%	1%	0%	2%	2%	1%	3%
Maroc	67%	5%	4%	7%	4%	3%	5%
Algérie	88%	1%	0%	1%	2%	0%	1%
Tunisie	76%	1%	2%	6%	2%	1%	3%
Autre Maghreb	89%	2%	1%	2%	1%	0%	2%
Sénégal	81%	4%	2%	2%	3%	1%	3%
Cameroun	75%	3%	2%	5%	5%	2%	3%
Autres Afrique	82%	3%	1%	2%	5%	1%	3%
Liban	77%	1%	2%	6%	0%	0%	5%
Autres Moyen-Orient	85%	1%	0%	1%	2%	0%	2%
Chine	73%	2%	1%	5%	1%	1%	5%
Viet Nam	75%	4%	1%	5%	2%	1%	1%
Autres Asie	67%	3%	1%	1%	0%	0%	5%
Amérique du Sud	77%	1%	1%	6%	0%	0%	3%
Amérique du Nord	75%	1%	0%	1%	0%	0%	9%
Antilles – Amérique centrale	79%	1%	1%	3%	0%	0%	5%
Océanie	77%	1%	0%	1%	0%	0%	8%
Total	76%	2%	4%	1%	2%	1%	4%

Origine	Écoles supérieures artistiques et culturelles	Autres écoles de spécialités diverses (3)	Total	Effectifs	Évolution 2007
Allemagne	2%	8%	100%	8 354	3,0%
Italie	4%	11%	100%	5 790	6,4%
Autres UE	4%	8%	100%	27 670	-1,7%
Europe hors UE	3%	6%	100%	19 569	0,3%
Maroc	1%	4%	100%	32 129	-6,7%
Algérie	2%	4%	100%	22 346	-7,0%
Tunisie	1%	6%	100%	11 879	-0,8%
Autre Maghreb	0%	3%	100%	1 431	-62,7%
Sénégal	0%	3%	100%	10 177	-0,7%
Cameroun	0%	5%	100%	6 364	1,3%
Autres Afrique	1%	4%	100%	35 930	-3,4%
Liban	1%	8%	100%	5 908	3,3%
Autres Moyen-Orient	2%	6%	100%	10 036	1,9%
Chine	5%	7%	100%	22 452	8,5%
Viet Nam	2%	7%	100%	5 684	5,9%
Autres Asie	14%	8%	100%	13 132	1,8%
Amérique du Sud	4%	8%	100%	9 357	9,3%
Amérique du Nord	4%	10%	100%	5 267	5,7%
Antilles – Amérique centrale	2%	8%	100%	4 225	7,4%
Océanie	6%	8%	100%	431	-69,3%
Total	3%	6%	100%		-0,9%

(1) Hors formations paramédicales et sociales et établissements dépendants du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (2) Hors formations paramédicales et sociales et établissements dépendants du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. (3) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. (3) Groupe non homogène.

Présentation

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les universités publiques françaises baisse, après sept années de hausse entre 1999 et 2005. À la rentrée 2007, 204 300 étudiants des universités de France métropolitaine et des DOM sont étrangers, soit 1,8 % de moins qu'en 2006. En revanche, la part des étudiants étrangers reste stable à 15,0 %, le nombre d'étudiants de nationalité française diminuant plus fortement (- 2,7 %).

La baisse du nombre d'étudiants étrangers titulaires d'un baccalauréat français est de 5,0 %. Le nombre d'étudiants étrangers non titulaires d'un baccalauréat français (78,0 % de l'ensemble des étudiants étrangers), ne diminue que de 0,8 % par rapport à 2006-2007.

Les étudiants africains représentent près de un étudiant étranger sur deux. Ils se dirigent davantage vers les disciplines scientifiques et sportives (29,3 %) qu'économiques (24,7 %) ou littéraires (19,7 %). Parmi ces étudiants, 72,5 % sont non-bacheliers. Les femmes sont majoritaires parmi les étudiants venant de tous les continents, excepté l'Afrique, continent pour lequel elles ne représentent que 41 % des étudiants.

La croissance du nombre d'étudiants asiatiques ralentit pour la seconde année consécutive : + 1,4 % après + 4,9 % en 2006 et + 10 % en 2005.

Les étudiants européens représentent 23,0 % des étudiants étrangers. Parmi eux, les étudiants allemands sont les plus représentés (13,4 % des Européens), suivi des étudiants italiens (9,6 %) et roumains (7,8 %).

Définitions

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées. Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 83 universités publiques, y compris le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.). Depuis 2004-2005, Paris-Dauphine est un grand établissement, il est donc sorti du champ université.

■ **La rubrique IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNST).

■ **Non-bacheliers.** En ce qui concerne les étudiants étrangers, cela indique que ces étudiants n'ont pas obtenu un baccalauréat français mais un titre étranger admis nationalement en équivalence du baccalauréat.

→ Pour en savoir plus

Sources : Système d'information SISE.

Les étudiants étrangers dans les universités

[1] Évolution des effectifs d'étudiants de nationalité étrangère dans les universités (France métropolitaine + DOM)

	1985 1986	1995 1996	1997 1998	1999 2000	2001 2002	2002 2003	2003 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008
Effectifs	128 141	126 366	118 470	125 688	154 749	174 864	194 194	202 836	209 523	208 007	204 290
dont non-bacheliers	79 487	74 746	68 592	71 428	100 371	120 192	139 569	149 307	158 689	160 701	159 368
Variation annuelle (%)		-3,5	-2,3	6,1	12,5	13,0	11,1	5,3 (1)	3,3	-0,7	-1,8
Proportion d'étudiants étrangers (%)	13,5	8,7	8,4	9,0	11,3	12,6	13,6	14,2	14,7	14,9	15,0

(1) L'évolution en 2004-2005 par rapport à 2003-2004 est calculée à champ constant, c'est-à-dire en incluant les étudiants de Paris IX-Dauphine. Pour le calcul de l'évolution en 2005-2006 par rapport à 2004-2005, les effectifs de Paris-Dauphine ne sont pas pris en compte.

[2] Répartition des étudiants de nationalité étrangère dans les universités par origine et par discipline en 2007-2008 (France métropolitaine + DOM)

	Sciences éco., AES	Lettres, sciences humaines	Sciences et STAPS	Médecine, odontologie, pharmacie	IUT	Total	% par nationalité	Dont femmes (en %)	Dont non- bacheliers (en %)	
Europe	7 257	6 826	21 483	6 534	4 002	978	47 080	23,0	68,8	79,1
Union européenne	6 040	4 775	17 569	5 498	3 406	742	38 030	18,6	67,9	79,3
Allemagne	1 032	714	3 047	950	435	144	6 322	3,1	67,2	82,0
Italie	629	307	2 382	755	425	45	4 543	2,2	63,8	84,2
Roumanie	437	657	1 251	610	665	43	3 663	1,8	75,3	89,4
Pologne	474	434	1 631	379	124	35	3 077	1,5	80,9	85,7
Espagne	322	358	1 532	629	312	77	3 230	1,6	64,2	80,7
Belgique	359	277	855	395	457	83	2 426	1,2	56,1	59,1
Bulgarie	441	580	891	212	97	9	2 230	1,1	72,9	89,9
Portugal	307	320	833	362	186	134	2 142	1,0	62,2	36,1
Royaume-Uni	454	153	1 393	197	113	67	2 377	1,2	64,0	68,8
Grèce	391	124	986	217	119	9	1 846	0,9	69,8	88,0
Luxembourg	275	259	574	210	228	24	1 570	0,8	51,3	83,2
Europe hors UE	1 217	2 051	3 914	1 036	596	236	9 050	4,4	72,2	78,4
Fédération de Russie	395	691	1 559	293	157	67	3 162	1,5	80,1	87,4
Afrique	10 202	23 925	19 111	28 444	11 571	3 725	96 978	47,5	41,0	72,5
Maroc	1 592	6 648	3 224	7 438	2 109	1 400	22 411	11,0	40,9	68,4
Algérie	1 477	2 775	4 683	5 800	3 744	235	18 714	9,2	39,9	75,7
Sénégal	1 193	2 490	1 947	2 324	245	564	8 763	4,3	37,3	78,9
Tunisie	556	1 825	1 790	3 720	1 714	151	9 756	4,8	43,1	78,5
Cameroun	771	1 140	790	1 429	709	171	5 010	2,5	48,9	63,0
Côte-d'Ivoire	632	1 043	563	589	327	83	3 237	1,6	43,5	56,7
Madagascar	309	1 068	572	712	480	114	3 255	1,6	54,6	65,0
Gabon	494	760	801	730	124	292	3 201	1,6	47,8	72,4
Congo	436	581	453	559	261	170	2 460	1,2	39,8	64,6
Guinée	315	994	248	989	131	51	2 728	1,3	23,6	85,6
Bénin	302	669	316	534	230	62	2 113	1,0	34,4	78,4
Maurice	190	349	478	380	334	34	1 765	0,9	49,9	73,0
Asie	3 217	11 011	13 849	11 237	3 665	1 351	44 330	21,7	53,3	87,6
Chine	732	6 606	5 658	4 444	246	592	18 278	8,9	58,5	94,4
Liban	391	624	678	2 193	912	28	4 826	2,4	37,6	77,1
Viet Nam	182	1 741	600	1 438	306	231	4 498	2,2	54,1	88,7
Turquie	420	399	752	306	84	70	2 031	1,0	59,2	63,4
Syrie	103	121	449	587	1 141	8	2 409	1,2	25,5	91,2
Iran	189	110	587	525	180	15	1 606	0,8	50,6	85,4
Corée du Sud	101	118	1 300	121	55	21	1 716	0,8	71,7	82,3
Japon	101	69	1 159	92	25	7	1 453	0,7	70,1	92,9
Amériques	1 932	1 790	8 339	2 283	852	218	15 414	7,5	61,9	81,8
Brésil	335	285	1 216	383	149	18	2 386	1,2	63,0	87,8
Colombie	293	290	1 069	315	75	35	2 077	1,0	63,1	80,6
États-Unis	291	171	2 418	143	42	9	3 074	1,5	72,6	91,9
Mexique	157	201	641	304	25	17	1 345	0,7	59,3	85,7
Haiti	226	221	460	197	77	44	1 225	0,6	43,2	61,3
Canada	207	105	566	156	102	33	1 169	0,6	63,0	83,8
Océanie	53	13	247	40	14	2	369	0,2	65,6	86,7
Apatriotes ou non déclarés	18	17	33	28	20	3	119	0,1	52,1	40,3
Ensemble	22 679	43 582	63 062	48 566	20 124	6 277	204 290	100,0	51,7	78,0
Proportion d'étrangers	12,7	25,0	15,0	17,2	10,5	5,4	15,0			

Présentation

En 2006-2007, les effectifs de bacheliers dans les séries générales (- 0,4 %) et technologiques (- 2,2 %) ont diminué. De même, le nombre de ces nouveaux bacheliers inscrits à la rentrée 2007 dans les différentes formations de l'enseignement supérieur baisse (- 2,4 %). Cette baisse est en partie imputable au calcul des "doubles inscriptions" entre les classes préparatoires aux grandes écoles et à l'université qui ne sont plus nécessaires (voir définitions). Seuls les nombres de bacheliers professionnels augmentent (4,4%) et représentent actuellement un cinquième de l'ensemble des bacheliers.

Au total, ces nouvelles inscriptions progressent dans les différentes filières de l'enseignement supérieur, à l'exception des disciplines générales de l'université (- 6,6 %).

L'université demeure la filière privilégiée de poursuite des nouveaux bacheliers généraux. En 2007, le taux d'inscription immédiate des bacheliers généraux à l'université (hors IUT) diminue pour la quatrième année consécutive, avec une baisse plus importante à la dernière rentrée. Il s'établit à 55,6%. Dans les filières courtes, il progresse à 10,7 % en IUT et 8,3 % en STS. Ce taux ne tient pas compte des inscriptions en STS dans le cadre de l'apprentissage, ni des poursuites d'études sous contrat de professionnalisation, ni des bacheliers étudiant dans l'enseignement supérieur à l'étranger. L'orientation en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) concerne 13,3 % des bacheliers généraux, soit une stabilité par rapport à l'année précédente.

Le nombre de bacheliers technologiques a diminué de 3 000 entre les deux dernières sessions. Leur taux d'inscription a baissé cette année et se situe à 74,3 % (après 75,9 %). La baisse affecte l'université y compris les IUT, où s'orientent 25,3 % des bacheliers technologiques (27,2 % en 2006-2007). 42,3 % des bacheliers technologiques s'inscrivent en STS. Le taux d'inscription des bacheliers technologiques diminue uniquement en "STS services". Moins d'un bachelier professionnel sur quatre poursuit ses études hors apprentissage l'année suivant l'obtention du baccalauréat. Leur effectif a augmenté de 1 % cette année et s'établit à 22 949 étudiants (22 728 en 2006), mais ils ne représentent que 21,9 % du nombre total de lauréats de la voie professionnelle. Les STS constituent la filière qui accueille le plus grand nombre de bacheliers professionnels (15,6 %) avant les disciplines générales de l'université hors IUT (5 %).

→ Pour en savoir plus

Sources : Systèmes d'informations SCOLARITÉ et SISE. Enquêtes auprès des effectifs et diplômes des écoles de commerce et des autres écoles (juridiques, etc.), des établissements d'enseignement supérieur privés (n° 26), des écoles d'ingénieurs (n° 27), des formations d'ingénieurs en partenariat (n° 27bis), des écoles de formation sanitaire et sociale (n° 39) et des écoles d'enseignement supérieur artistique (n° 48). - Données du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Définitions

■ **Nouveaux bacheliers.** Il s'agit des bacheliers inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur l'année suivant l'obtention du baccalauréat.

■ **Accès à l'enseignement supérieur.** Un même étudiant pouvant s'inscrire dans plus d'une filière, les données présentées ici se rapportent non pas à des individus mais à des inscriptions de nouveaux bacheliers dans le supérieur (ce qui explique que le taux puisse être supérieur à 100 %). Des conventions de coopération pédagogiques sont passées entre lycées et établissements de poursuite d'études, suite au décret n° 2007-692 du 3 mai 2007, relatif à l'organisation et au fonctionnement des classes préparatoires aux grandes écoles dans le cadre de l'architecture européenne des études. Ces conventions devraient faciliter la validation de crédits et l'intégration d'étudiants de CPGE en licence et ainsi faire baisser le nombre de "doubles inscriptions" (CPGE - université), passant de 5 % à 2 % des nouveaux bacheliers inscrits à l'université entre 2006 et 2007. Cet effet contribue ainsi à la baisse du taux de poursuite immédiate.

■ **Le champ "universités"** ne prend en compte que les 83 universités y compris le centre universitaire de formation et de recherche d'Albi (CUFR). Il ne prend plus en compte :

- les 3 universités de technologie, les 3 Instituts nationaux polytechniques et l'École nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois, comptabilisés avec les effectifs des écoles d'ingénieurs non universitaires (cycle prépa ou formation ingénieurs) ;
- les 5 établissements spécifiques à la région parisienne (IEP, INALCO, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du Globe de Paris et Paris-Dauphine) comptabilisés avec les effectifs des "formations et autres écoles de spécialités diverses".

■ **Formations et autres écoles de spécialités diverses.** Cette rubrique regroupe des établissements, essentiellement privés, qui recrutent au niveau du baccalauréat.

■ **STS.** Sections de techniciens supérieurs. Cette filière n'intègre pas les préparations au DCG (diplôme de comptabilité et gestion, ex-DPECF). Elles sont répertoriées dans les "formations et autres écoles de spécialités diverses".

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **Formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI).** Effectifs pris en compte depuis 2002-2003.

■ Ces résultats correspondent au champ **France métropolitaine + DOM.**

[1] Taux d'inscription immédiate des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur en 2007-2008 (%) (France métropolitaine + DOM)

Baccalauréat général Établissements	Séries				Rappel 2006-2007
	L	ES	S	Total	
Universités (1)	70,5	64,3	66,2	66,3	69,3
Disciplines générales, de santé et formations ingénieurs	68,3	52,4	53,1	55,6	58,8
IUT secondaire	0,0	0,2	8,7	4,4	4,5
IUT tertiaire	2,2	11,7	4,3	6,3	5,9
STS	10,1	10,5	6,2	8,3	7,8
- production (2)	2,2	0,7	3,0	2,1	2,1
- services (hors DCG, ex-DPECF)	7,9	9,9	3,2	6,2	5,7
CPGE	7,7	6,0	20,0	13,3	13,2
- CPGE éco	0,1	4,5	3,3	3,1	3,0
- CPGE lettres	7,5	1,5	1,0	2,3	2,4
- CPGE sciences (2)	0,0	0,0	15,7	7,9	7,8
Autres formations	9,2	11,9	11,8	11,4	10,8
Écoles d'ingénieurs non universitaires (4)	0,0	0,0	4,0	2,0	1,8
- cycle prépa intégré	0,0	0,0	1,7	0,9	0,7
- formation ingénieurs	0,0	0,0	2,3	1,2	1,1
Formations d'ingénieurs en partenariat	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Écoles de commerce, gestion, vente, comptabilité	0,9	5,0	1,6	2,6	2,6
Facultés privées	1,9	1,6	0,8	1,2	1,2
Écoles de notariat	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Écoles d'architecture	0,3	0,2	0,7	0,5	0,6
Écoles supérieures artistiques et culturelles	3,6	0,9	0,6	1,2	1,2
Écoles paramédicales (5)	0,9	1,6	1,6	1,5	1,4
Écoles préparant aux fonctions sociales (6)	0,3	0,3	0,0	0,2	0,2
Formations et autres écoles de spécialités diverses (7)	1,2	2,0	2,4	2,1	1,6
Nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur	48 583	83 765	147 461	279 809	285 669
Bacheliers 2007	49 843	90 354	141 536	281 733	282 788
Total baccalauréat général	97,5	92,7	104,2	99,3	101,0

Baccalauréat technologique ou professionnel Établissements	Séries				Rappel 2006-2007	Séries pro	Rappel 2006-2007
	STI	STG (8)	Autres (3)	Total			
Universités (1)	23,2	29,2	19,7	25,3	27,2	5,7	6,5
Disciplines générales, de santé et formations ingénieurs	6,7	20,0	16,3	15,8	17,4	5,0	5,8
IUT secondaire	13,9	0,1	3,0	4,3	4,3	0,2	0,2
IUT tertiaire	2,6	9,1	0,5	5,3	5,5	0,5	0,5
STS	56,3	42,5	28,1	42,3	42,5	15,6	15,5
- production (2)	50,8	0,7	14,9	16,7	16,0	6,9	6,9
- services (hors DCG, ex-DPECF)	5,5	41,9	13,2	25,6	26,5	8,7	8,6
CPGE	2,3	1,1	0,5	1,3	1,1	0,0	0,0
- CPGE éco	0,0	1,1	0,0	0,6	0,5	0,0	0,0
- CPGE lettres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- CPGE sciences (2)	2,3	0,0	0,5	0,7	0,7	0,0	0,0
Autres formations	2,8	4,4	9,9	5,4	5,0	0,6	0,6
Écoles d'ingénieurs non universitaires (4)	0,7	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0
- cycle prépa intégré	0,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
- formation ingénieurs	0,3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Formations d'ingénieurs en partenariat	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Écoles de commerce, gestion, vente, comptabilité	0,2	1,3	0,1	0,7	0,7	0,1	0,1
Facultés privées	0,0	0,2	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0
Écoles de notariat	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Écoles d'architecture	0,3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Écoles supérieures artistiques et culturelles	0,9	0,3	0,4	0,5	0,5	0,2	0,2
Écoles paramédicales (5)	0,1	0,5	8,3	2,4	2,4	0,1	0,1
Écoles préparant aux fonctions sociales (6)	0,0	0,1	0,4	0,2	0,2	0,0	0,0
Formations et autres écoles de spécialités diverses (7)	0,5	1,9	0,3	1,1	0,9	0,2	0,2
Nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur	28 942	52 978	20 310	102 230	106 800	22 949	22 728
Bacheliers 2007	34 197	68 519	34 889	137 605	140 707	104 975	100 562
Total baccalauréat technologique ou professionnel	84,6	77,3	58,2	74,3	75,9	21,9	22,6

(1) Uniquement les 83 universités et le CUFR d'Albi.

(2) Y compris les CPGE ou les STS dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. (3) STL, SMS, Hôtellerie, STAE, STPA, F11, F11', F12.

(4) Y compris les 3 universités de technologie, les 3 INP et l'ENS nature et paysage de Blois. (5) Données de l'année 2006-2007.

(6) Données de l'année 2004-2005. (7) Y compris les 5 établissements parisiens (IEP, INALCO, Observatoire et Institut de physique du Globe, établissement Paris-Dauphine) et les diplômes préparatoires aux études comptables et financières (DPECF). (8) STG (ex-STT) : sciences et technologies de la gestion.

Présentation

77,2 % des bacheliers 2007 s'inscrivent dès la rentrée suivante dans l'enseignement supérieur hors apprentissage. Sur la période 2005-2007, le taux de poursuite d'études des nouveaux bacheliers vers les formations générales de l'université (qui à elles seules rassemblent 45 % de l'ensemble de ces nouveaux bacheliers) est en baisse. Cette baisse est en partie imputable au calcul des "doubles inscriptions" entre les classes préparatoires aux grandes écoles et à l'université qui ne sont plus nécessaires (voir rubrique "Définitions"). Les taux d'accès dans les filières sélectives (IUT, CPGE, STS) sont quasi stables et ceux des "autres formations" sont en progression sur l'ensemble de la période.

Bien que la quasi-totalité des bacheliers généraux accède immédiatement à l'enseignement supérieur, leur taux d'accès à l'université (hors IUT) baisse sensiblement depuis la rentrée 2004. Pour les bacheliers technologiques, le taux d'accès est également en diminution (- 1,6 point) par rapport à la rentrée précédente (75,9 % en 2006), en raison d'une baisse des nouveaux bacheliers poursuivant vers les universités, les IUT ou les STS. La part des bacheliers professionnels qui entreprennent immédiatement des études supérieures s'établit à 21,9 %. Ces taux ne tiennent cependant compte ni des inscriptions en STS dans le cadre de l'apprentissage, ni des bacheliers professionnels étudiant sous contrat de professionnalisation, ni des bacheliers étudiant dans l'enseignement supérieur à l'étranger. À la rentrée 2007, 39,2 % des bacheliers généraux et technologiques se sont orientés vers les filières sélectives (CPGE, IUT, STS), soit une légère hausse de 0,4 point par rapport à 2006. Les nouveaux bacheliers généraux sont moins nombreux à avoir choisi l'université que l'année dernière : 55,6 % (soit 3,2 points de moins).

Les bacheliers scientifiques (série S) se distinguent par une orientation diversifiée, fortement tournée vers les classes préparatoires : 20 % de ces bacheliers s'y inscrivent. Les bacheliers STI s'orientent principalement en STS (56,3 %).

Le taux d'inscription immédiate des bacheliers diminue depuis deux années consécutives, après avoir connu une relative stabilité depuis la rentrée 2000. Globalement, la diminution des taux est sensible à l'université, quel que soit le baccalauréat d'origine. Cette baisse est moins forte pour les bacheliers professionnels, mais elle concerne une population beaucoup plus faible. Les fluctuations sont plus importantes à l'université où les inscriptions se font sans aucun critère de sélection ; ce qui n'est pas le cas des autres formations sélectives (CPGE, IUT, STS) plus contingentes et liées à leur capacité d'accueil.

→ Pour en savoir plus

Sources : Systèmes d'informations SCOLARITÉ et SISE. Enquêtes auprès des effectifs et diplômés des écoles de commerce et des autres écoles (juridiques, etc.), des établissements d'enseignement supérieur privés (n° 26), des écoles d'ingénieurs (n° 27), des formations d'ingénieurs en partenariat (n° 27 bis), des écoles de formation sanitaire et sociale (n° 39) et des écoles d'enseignement supérieur artistique (n° 48). Données du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Définitions

■ **Taux d'accès.** Un même étudiant pouvant s'inscrire dans plusieurs filières, les taux d'accès élémentaires par filière ne sont pas additifs. Les données présentées ici se rapportent non pas à des individus mais à des inscriptions de nouveaux bacheliers dans le supérieur (taux additifs parfois supérieurs à 100 %). Des conventions de coopération pédagogiques sont passées entre lycées et établissements de poursuite d'études, suite au décret n° 2007-692 du 3 mai 2007, relatif à l'organisation et au fonctionnement des classes préparatoires aux grandes écoles dans le cadre de l'architecture européenne des études. Ces conventions devraient faciliter la validation de crédits et l'intégration d'étudiants de CPGE en licence et ainsi faire baisser le nombre de "doubles inscriptions" (CPGE-université), passant de 5 % à 2 % des nouveaux bacheliers inscrits à l'université entre 2006 et 2007. Cet effet contribue ainsi à la baisse du taux de poursuite immédiate.

Les "autres formations" correspondent aux écoles d'ingénieurs non universitaires, aux établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités (commerce, gestion, vente, comptabilité, notariat, architecture, spécialités diverses), aux écoles d'arts et de la culture, aux facultés privées, aux écoles paramédicales et de formations sociales.

Pour les écoles paramédicales, les données sont celles de 2006-2007.

Pour les formations sociales, les données sont celles de 2004-2005

Les années figurant dans les tableaux représentent les dates de rentrée : ainsi 2007 signifie rentrée universitaire 2007 ou année universitaire 2007-2008.

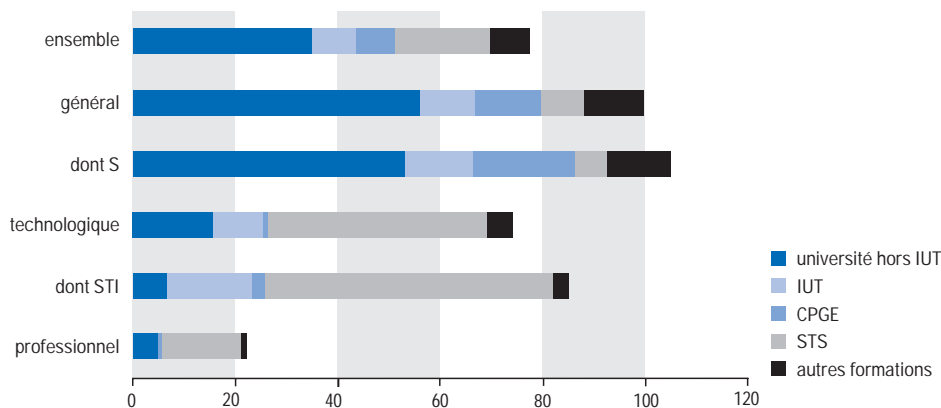
■ **Champ.** Ces résultats correspondent au champ France métropolitaine + DOM.

[1] Évolution des taux d'inscription dans l'enseignement supérieur (France métropolitaine + DOM)

		1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Baccalauréat général	Université hors IUT	66,7	61,8	61,5	62,4	62,8	62,1	61,3	58,8	55,6
	IUT	9,8	11,2	11,5	11,4	10,7	10,7	10,4	10,5	10,7
	CPGE	13,0	12,6	13,1	13,6	13,0	13,6	13,3	13,2	13,3
	STS	9,0	9,0	8,9	8,4	8,0	7,8	7,7	7,8	8,3
	Autres formations	7,7	9,1	9,6	9,7	9,7	10,8	11,1	10,8	11,4
Dont baccalauréat S	Université hors IUT	62,5	57,1	56,5	58,2	59,1	58,2	57,7	55,6	53,1
	IUT	13,2	14,6	15,0	14,6	13,5	13,6	13,2	12,9	13,1
	CPGE	21,0	19,1	20,2	20,6	19,8	20,8	20,0	19,2	20,0
	STS	7,2	7,0	7,0	6,7	6,3	6,0	5,9	6,1	6,2
	Autres formations	8,4	10,1	10,6	10,4	10,4	11,3	11,4	10,7	11,8
Baccalauréat technologique	Université hors IUT	22,0	19,1	18,2	17,8	18,1	18,1	18,1	17,4	15,8
	IUT	10,2	9,1	9,3	9,5	10,0	10,2	10,4	9,9	9,5
	CPGE	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,3
	STS	46,1	44,5	44,7	45,8	45,1	44,1	44,0	42,5	42,3
	Autres formations	3,0	3,9	3,9	4,2	4,2	4,7	5,0	5,0	5,4
Dont baccalauréat STI	Université hors IUT	8,2	7,3	7,7	7,7	8,2	8,3	8,2	7,9	6,7
	IUT	17,7	16,2	16,3	16,6	17,2	17,7	18,5	17,9	16,5
	CPGE	2,0	2,1	2,2	2,3	2,1	2,1	2,2	2,4	2,3
	STS	62,5	60,5	61,6	63,0	60,6	58,2	59,8	57,9	56,3
	Autres formations	0,9	2,3	2,0	2,3	2,2	2,3	2,5	2,8	2,8
Ensemble général et technologique	Université hors IUT	51,7	46,4	45,7	46,6	47,3	46,5	46,5	45,0	42,5
	IUT	9,9	10,5	10,7	10,7	10,4	10,5	10,4	10,3	10,4
	CPGE	8,9	8,4	8,7	9,1	8,9	9,2	9,1	9,2	9,4
	STS	21,5	21,8	21,9	21,7	20,9	20,6	20,1	19,3	19,4
	Autres formations	6,1	7,2	7,5	7,7	7,8	8,6	9,0	8,9	9,4
Baccalauréat professionnel	Université hors IUT	6,8	6,4	5,8	6,0	6,3	6,4	5,9	5,8	5,0
	IUT	0,8	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
	CPGE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	STS	8,9	9,7	10,9	12,8	14,4	15,2	15,7	15,5	15,6
	Autres formations	0,8	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Ensemble tous baccalauréats (généraux, technologiques et professionnels)	Université hors IUT	44,5	39,2	38,3	38,9	39,8	38,9	39,1	37,5	35,0
	IUT	8,5	8,7	8,8	8,8	8,7	8,7	8,7	8,4	8,4
	CPGE	7,5	6,9	7,1	7,4	7,3	7,4	7,4	7,4	7,5
	STS	19,5	19,6	19,9	20,0	19,7	19,6	19,3	18,6	18,7
	Autres formations	5,3	6,0	6,2	6,4	6,5	7,1	7,5	7,3	7,6
Total (1)		85,3	80,4	80,3	81,5	82,0	81,7	82,0	79,2	77,2

(1) Voir la rubrique "Définitions".

[2] Taux d'inscription immédiate des bacheliers 2007 dans les différentes filières de l'enseignement supérieur (1) (France métropolitaine + DOM)



(1) La somme des taux peut être supérieure à 100 % (voir rubrique "Définitions").

Présentation

Les bacheliers généraux constituent les trois quarts des entrants de 2006-2007 en première année de l'enseignement supérieur universitaire (74,7 %). Si la part des bacheliers technologiques parmi les entrants est plus modérée (14,2 %), celle des lauréats d'une série professionnelle est très faible (3,0 %). Les étudiants qui bénéficient d'une dispense du baccalauréat représentent 8,2% des entrants [1].

Les entrants en médecine et en pharmacie sont quasi exclusivement des bacheliers généraux (95,1 % et 94,0 %). Dans ces deux disciplines, les bacheliers scientifiques constituent l'essentiel des effectifs (93,0 % et 93,2 %). Largement majoritaires dans la filière ingénieurs (85,2 %), en sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers (85,1 %), les bacheliers généraux sont aussi très nombreux en droit - sciences politiques (71,1 %).

En revanche, seul un entrant sur deux est titulaire d'un baccalauréat général en AES, les bacheliers technologiques représentant près d'un tiers des nouveaux inscrits. De même, les titulaires d'un baccalauréat professionnel y sont plus représentés que dans d'autres disciplines (9,8% des entrants). Près de deux tiers des entrants de 2006-2007 en première année de l'enseignement supérieur universitaire poursuivent dans la même discipline l'année suivante, qu'il s'agisse d'un redoublement en première année ou d'un passage en deuxième année. Un entrant sur dix se réoriente vers une autre filière universitaire, tandis qu'un quart des entrants quitte, provisoirement ou définitivement, le système universitaire. Ils n'arrêtent pas pour autant leurs études et poursuivent pour certains dans d'autres filières du supérieur [2].

C'est en IUT que le taux de poursuite dans la même discipline est le plus important (83,2 %). Dans la filière ingénieurs, il est au même niveau que l'année précédente (80,7 %). Il est également élevé en pharmacie (77,1 %) et en médecine (67,3 %). Dans les disciplines universitaires générales, le taux de poursuite dans la même filière varie fortement.

Il est élevé en STAPS (65,9 %), en droit-sciences politiques (65,4%), modéré en lettres-sciences du langage-arts (52,8%) et en langues (52,0 %). C'est en AES qu'il est le plus faible, puisqu'à peine un étudiant sur deux poursuit ses études dans cette discipline.

La réorientation vers une autre discipline universitaire est plus fréquente pour les entrants inscrits dans la filière ingénieurs (15,3 %), en médecine et en AES (14,5 %). La part des réorientations est beaucoup plus faible en STAPS (7,1 %) et en IUT (3,8 %).

Dans les disciplines universitaires générales, les étudiants qui ne se réinscrivent pas à l'université l'année suivante sont plus nombreux en AES (39,6 %), en lettres-sciences du langage-arts (35,6 %) et en langues (35,0 %) qu'en droit (25,8 %) ou STAPS (27,0 %).

Les taux de sortie de l'université sont très faibles en filières ingénieurs (4,0 %) et demeurent modérés en médecine (18,1%), en IUT (13,0 %) et en pharmacie (12,9 %).

Définitions

■ **Champ.** La répartition des entrants de 2006-2007 en première année d'enseignement universitaire et leur devenir l'année suivante sont calculés sur le champ "France métropolitaine et DOM".

■ **Entrant.** Étudiant s'inscrivant pour la première fois en première année de l'enseignement supérieur à l'université (y compris en IUT, écoles d'ingénieurs universitaires internes ou rattachées, diplômés d'université).

■ **Première année de l'enseignement supérieur universitaire.** Sont prises en compte les formations dispensées à l'université d'une durée d'au moins un an, donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université et ouvertes aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

■ **Taux de poursuite dans la discipline.** Proportion d'entrants de 2006-2007 inscrits dans la même discipline l'année suivante, en 2007-2008. Il peut s'agir soit d'un passage en deuxième année, soit d'un redoublement en première année de l'enseignement supérieur à l'université.

■ **Taux de réorientation vers une autre discipline.** Proportion d'entrants de 2006-2007 inscrits l'année suivante, en 2007-2008, dans une discipline universitaire différente de celle choisie initialement.

■ **Taux de sortie.** Proportion d'entrants de 2006-2007 non réinscrits à l'université l'année suivante.

■ **AES.** Filière administrative, économique et sociale des universités.

■ **STAPS.** Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

→ Pour en savoir plus

Sources : Enquêtes SISE, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

[1] Répartition des entrants de 2006-2007 en première année d'enseignement supérieur universitaire par filière et série de baccalauréat (%) (France métropolitaine + DOM)

	Baccalauréat général				Baccalauréat technologique			Baccalauréat professionnel	Dispensés sur titre	Total général
	Littéraire	Économique	Scientifique	Total	STT	Autres	Total			
Droit - sciences politiques	20,3	35,4	15,4	71,1	13,8	2,4	16,2	3,8	8,9	100,0
Sciences économiques - gestion (hors AES)	2,0	37,9	22,7	62,6	13,4	2,1	15,5	5,9	16,0	100,0
AES	3,9	39,4	6,3	49,6	26,1	3,5	29,6	9,8	11,0	100,0
Lettres - sciences du langage - arts	44,9	11,2	10,8	66,9	7,4	4,1	11,5	4,0	17,6	100,0
Langues	35,2	19,7	10,9	65,8	12,3	3,2	15,5	3,7	15,0	100,0
Sciences humaines et sociales	26,0	22,9	13,8	62,7	14,7	7,7	22,4	6,9	8,0	100,0
Sciences fondamentales et applications	0,6	3,3	74,2	78,1	1,0	8,2	9,2	0,8	11,9	100,0
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	0,7	1,7	82,7	85,1	0,6	8,1	8,7	0,6	5,6	100,0
STAPS	5,3	22,5	36,5	64,3	15,8	11,5	27,3	6,2	2,2	100,0
Médecine	0,5	1,6	93,0	95,1	0,3	2,1	2,4	0,1	2,4	100,0
Pharmacie	0,1	0,7	93,2	94,0	0,1	2,6	2,7	0,2	3,1	100,0
IUT	5,5	20,0	43,0	68,5	10,6	13,2	23,8	1,4	6,3	100,0
Ingénieurs	0,0	1,5	83,7	85,2	0,0	3,0	3,0	0,0	11,8	100,0
Total	12,4	17,3	45,0	74,7	8,7	5,4	14,2	3,0	8,2	100,0

[2] Devenir un an après des entrants de 2006-2007 en première année d'enseignement supérieur universitaire (%) (France métropolitaine + DOM)

	Poursuite dans la même discipline	Réorientation vers une autre filière universitaire	Non réinscription à l'université	Total
Droit - sciences politiques	65,4	8,8	25,8	100,0
Sciences économiques - gestion (hors AES)	56,9	10,9	32,2	100,0
AES	45,9	14,5	39,6	100,0
Lettres - sciences du langage - arts	52,8	11,6	35,6	100,0
Langues	52,0	12,9	35,0	100,0
Sciences humaines et sociales	56,3	9,2	34,5	100,0
Sciences fondamentales et applications	59,5	12,0	28,5	100,0
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	58,6	13,9	27,5	100,0
STAPS	65,9	7,1	27,0	100,0
Médecine	67,3	14,6	18,1	100,0
Pharmacie	77,1	10,0	12,9	100,0
IUT	83,2	3,8	13,0	100,0
Ingénieurs	80,7	15,3	4,0	100,0
Total	63,4	10,0	26,5	100,0

Présentation

Les parcours qui mènent à la licence sont de plus en plus diversifiés : seuls six lauréats sur dix d'une licence générale ou professionnelle obtenue en trois ans s'étaient inscrits en licence à l'entrée dans le supérieur. Trois sur dix s'étaient orientés vers un IUT ou une STS et ont poursuivi en licence après l'obtention de leur diplôme, et 7 % sont passés par une CPGE [1].

39 % des bacheliers 2002 qui ont suivi une première année de licence après leur baccalauréat ont obtenu leur diplôme en trois ans. Le cursus antérieur des étudiants a une forte influence sur leur réussite : la moitié des bacheliers généraux "à l'heure" ont eu leur licence en trois ans, contre seulement 33 % des bacheliers généraux "en retard", et 15 % des bacheliers technologiques.

14 % des étudiants qui s'étaient inscrits en licence dès leur entrée dans l'enseignement supérieur ont eu besoin d'une année supplémentaire pour obtenir une licence, ce qui porte à 53 % le taux de réussite de la licence en trois ou quatre ans ; il s'agit presque toujours d'une licence générale. La quasi-totalité des lauréats ont passé les quatre années dans le cursus licence, mais quelques-uns sont revenus en licence après un détour par un IUT ou une STS (2 %) [2].

Plus de neuf bacheliers 2002 sur dix inscrits en licence après leur baccalauréat et qui ont validé leur licence en trois ans avaient fait le choix de l'université, et les motivations qui les ont poussés à entreprendre des études dans cette filière sont fortes. Ainsi, 78 % d'entre eux ont mis en avant leur intérêt pour le contenu des études pour expliquer leur inscription, soit quinze points de plus que dans l'ensemble des inscrits en licence. Leur projet professionnel a joué également un rôle très important dans leur choix : il est cité par 60 % des étudiants diplômés en trois ans [3].

Une majorité de ceux qui s'étaient inscrits en licence après leur baccalauréat, mais qui n'ont pas obtenu de licence cinq ans plus tard, poursuivent toujours leurs études, à l'université ou dans d'autres formations. Au total, seuls 13 % des bacheliers 2002 entrés en licence après leur bac ont interrompu leurs études sans avoir obtenu de diplôme du supérieur cinq ans après [4].

Définitions

■ **Panel de bacheliers 2002.** Un panel de 17 830 collégiens a été mis en place à la rentrée 1995 : 4 800 élèves de ce panel ont obtenu leur baccalauréat en 2002, sept ans après leur entrée en sixième. Un échantillon complémentaire de 2 000 bacheliers généraux et technologiques arrivés au bac avec au moins un an de retard ainsi que de bacheliers professionnels, a été constitué à partir des fichiers du baccalauréat afin de reconstituer une cohorte représentative de l'ensemble des bacheliers 2002.

Depuis 2003, la DEPP mène chaque année une enquête auprès de ces bacheliers 2002 pour suivre leur parcours dans l'enseignement supérieur. Outre les questions portant sur les études qu'ils suivent et les diplômes qu'ils obtiennent, les interrogations successives comportent des questions sur leur orientation, leurs motivations, la façon dont ils vivent leurs études, les difficultés qu'ils ont pu rencontrer, leurs projets.

■ **Population étudiée.** Cet échantillon est représentatif de l'ensemble des bacheliers 2002 scolarisés en France métropolitaine (hors ministère de l'Agriculture et de la Pêche). Les candidats individuels, ainsi que ceux qui ont préparé leur baccalauréat par correspondance ou par la formation continue, ne sont pas représentés.

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **STS.** Sections de techniciens supérieurs.

■ **IUT.** Instituts universitaires de technologie.

■ **DUT.** Diplôme universitaire de technologie.

■ **BTS.** Brevet de technicien supérieur.

→ Pour en savoir plus

Publications

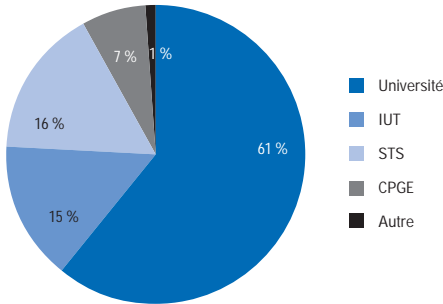
– Notes d'Information, 01.31, 04.14, 05.19, 06.29, 08.X.

Sources : DEPP, panel de bacheliers 2002.

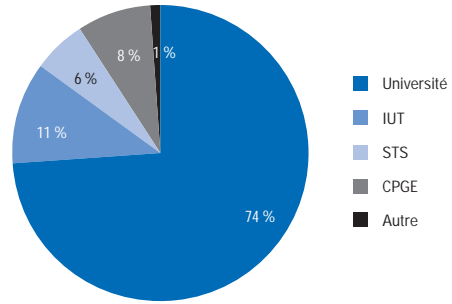
L'accès à la licence des bacheliers 2002

[1] Orientations prises après le bac par les bacheliers 2002 lauréats trois ans plus tard :

d'une licence générale ou professionnelle
(France métropolitaine)



d'une licence générale (France métropolitaine)



[2] Réussite à la licence en 3 ou 4 ans des bacheliers 2002 inscrits en première année de licence après leur baccalauréat, en fonction de leurs caractéristiques scolaires (%) (France métropolitaine)

	Ensemble	Baccalauréat général			Baccalauréat technologique	Baccalauréat professionnel (1)
		Ensemble	"À l'heure"	En retard		
Ont obtenu la licence en 3 ans	39	45	51	33	15	7
Ont obtenu la licence en 4 ans	14	16	17	15	7	-
Ensemble des licenciés en 3 ou 4 ans	53	60	67	47	22	7

(1) Les résultats sont à prendre avec précaution compte tenu de la faiblesse des effectifs.

Lecture - 39 % des bacheliers 2002 qui se sont inscrits en licence immédiatement après leur baccalauréat ont obtenu une licence en 3 ans.

[3] Principales motivations citées par les bacheliers inscrits en licence en faveur du choix de leur formation (%) (France métropolitaine)

	Ont obtenu leur licence en 3 ans	N'ont pas obtenu une licence (1)	Ensemble inscrits en licence
Intérêt pour le contenu des études	78	54	63
Projet professionnel	60	43	50
Débouchés attendus de la filière	39	32	34
Filière adaptée à la série de bac	19	28	24
Attrait de la vie d'étudiant	16	22	20
Proximité du lieu de formation	12	13	13
Résultats scolaires précédents	13	15	14
Passerelle pour autre filière	11	17	14

(1) Qu'ils soient toujours inscrits à l'université, qu'ils se soient réorientés ou qu'ils aient abandonné.

Lecture - 78 % des bacheliers qui ont obtenu leur licence en 3 ans, se sont inscrits en licence en raison de l'intérêt qu'ils portaient au contenu des études.

[4] Situation cinq ans après des bacheliers 2002 entrés en licence après leur baccalauréat et n'ayant pas obtenu de licence (%) (France métropolitaine)

	Ensemble	Baccalauréat général	Baccalauréat technologique	Baccalauréat professionnel
Poursuivent leurs études	54	64	34	8
Sont toujours en licence	25	31	14	-
Font d'autres études	29	33	20	8
Ont arrêté leurs études	46	36	66	92
Avec un diplôme d'enseignement supérieur	18	15	32	9
Sans diplôme d'enseignement supérieur	28	21	34	83
Ensemble	100	100	100	100

% par rapport à l'ensemble des bacheliers inscrits en licence après le baccalauréat

47

40

78

93

Lecture - 25 % des bacheliers 2002 qui se sont inscrits en licence immédiatement après leur baccalauréat et qui n'ont pas obtenu leur licence sont toujours inscrits en licence et 29 % font d'autres études en dehors de l'université.

